



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



La **FAO** à **75** ans  
Cultiver, nourrir, préserver. Ensemble



75

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2020. *La FAO à 75 ans - Cultiver, nourrir, préserver. Ensemble*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb1182fr>

Cette publication a été préparée par l'équipe des publications du Bureau de la communication de la FAO.

Auteur: André Vornic (introduction, chapitres 1-4)

Consultant technique: Karel Callens

Assistante de recherche: Daniela De Pascalis

Illustrations: Del Hambre

Concepteur graphique: Fabrizio Puzilli

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-133415-7

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

#FAO75

# La **FAO** à **75** ans

Cultiver, nourrir, préserver. Ensemble

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
ROME, 2020



**AVANT-PROPOS** page 2

Introduction page 4

**1 CULTIVER** Le premier quart de siècle  
1945-1970 page 12

**2 NOURRIR** Le deuxième quart de siècle  
1970-1995 page 24

**3 PRÉSERVER** Le troisième quart de siècle  
1995-2020 page 38

**4 ENSEMBLE** Le prochain quart de siècle  
2020-2045 page 54

**LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX** page 68

**BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE** page 70

# AVANT-PROPOS

---

Des rizières du Hunan, ma province natale, au site du Cirque Maxime que surplombe le Siège de la FAO, à Rome, la route est longue. Pas un jour ne s'écoule sans que je ne me sente profondément honoré de diriger cette Organisation – qui demeure, après tant d'années, la plus haute autorité en matière d'alimentation et d'agriculture, deux des piliers fondamentaux de la civilisation humaine.

Ces quelques pages relatent l'histoire de la FAO jusqu'à nos jours – dont elles célèbrent aussi les réalisations, en toute lucidité. Elles donnent un bref aperçu des idéaux et principes qui ont inspiré notre action, mais permettent également de mesurer le chemin qu'il reste à parcourir.

Depuis un peu plus d'un an que je suis à la tête de l'Organisation, de nombreux changements ont marqué notre vie quotidienne. Avant même la crise liée à la covid-19, j'aimais à dire que les problèmes pouvaient constituer une source de progrès – dans la mesure où l'adversité peut catalyser une créativité pragmatique, qui nous fait défaut en des temps moins difficiles.

La pandémie actuelle est peut-être le plus grand cataclysme social que beaucoup d'entre nous aient jamais connu. Il faut néanmoins reconnaître que la crise a de surcroît accéléré un réajustement sociétal – y compris quant aux modalités de fonctionnement des organismes internationaux. Une institution telle que la FAO, dont la culture du partage du savoir et la procédure institutionnelle sont reconnues, s'est révélée capable d'adopter rapidement des modalités innovantes et, dans une large mesure, de prendre le virage du numérique. Mais si l'innovation passe par la numérisation – et la présente publication contient plusieurs exemples des efforts résolus que nous déployons dans cette direction –, elle exige en outre une transformation du modèle d'activité dans sa globalité, à commencer par les mentalités.

---

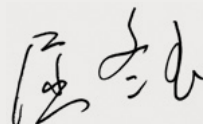


Nous avons déjà entrepris de rationaliser la structure de gestion de la FAO, passant d'un encadrement cloisonné à un leadership d'équipe. La transparence est récompensée: ouvrez-vous au monde et le monde s'ouvrira à vous. Réduire les lourdeurs administratives et renforcer la prise de décision autonome ne permettent pas seulement de valoriser les talents: ce sont aussi des conditions indispensables pour transformer la FAO en un pôle d'excellence.

Nous devons être à la fois des rêveurs et des acteurs; il nous faut unir réflexion et action. En effet, notre valeur tient aux solutions que nous offrons à nos Membres, s'agissant d'assurer la sécurité alimentaire et de meilleurs moyens d'existence pour tous. Voilà pourquoi nous sommes maintenant en mesure, par exemple, de donner des avis aux gouvernements quant aux politiques qui permettraient de réduire considérablement le coût d'une alimentation saine, d'améliorer les conditions de vie de trois milliards de personnes et de compenser les milliers de milliards de dollars auxquels se chiffrent chaque année les coûts pour la santé et l'environnement; ou encore, dans le cadre de notre initiative Main dans la main, d'indiquer les pays dont le jumelage permettrait d'obtenir des résultats concrets en matière de sécurité alimentaire, en phase avec les Objectifs de développement durable.

Nous avons bien d'autres initiatives en perspective; la pleine mesure de notre réinvention sera prise dans les prochaines années. En attendant, je vous souhaite une bonne lecture, en espérant que vous apprécierez ce plongeon dans l'histoire, pour mieux comprendre comment nous sommes arrivés là et dans quelle direction nous nous dirigeons.

Avec toute ma gratitude pour votre engagement en faveur d'un monde libéré de la pauvreté et de la faim,



**Qu Dongyu**

Directeur général de la FAO

---

# Introduction

L'espoir après l'horreur. L'inspiration qui surgit des ruines.  
Et, sur les décombres, un monde qui retrousse ses manches.

Nous sommes en 1945. La fin de la guerre fait souffler un vent de renouveau sur la pensée et sur l'activité humaine, à tous les niveaux: l'économie et la gouvernance; la science et les études sociales; l'industrie et l'ingénierie; les sciences humaines et les arts. Mais aussi et surtout, les valeurs et les aspirations.

Un nouveau credo s'affirme, celui de l'engagement en faveur de la paix. Ainsi qu'un nouveau sentiment, celui du possible. En dépit des nouvelles divisions qui marquent l'installation de la guerre froide et des tensions coloniales qui couvent, un nouvel internationalisme s'enracine. Il s'accompagne d'une détermination à mettre fin, une fois pour toutes, aux maux dont souffre l'humanité depuis la nuit des temps.

Ces fléaux sont principalement la pauvreté et la faim.



## UN MONDE D'AFFAMÉS

L'ampleur des pertes liées aux privations alimentaires pendant la Seconde Guerre mondiale s'efface devant le bilan des charniers du conflit. On estime pourtant qu'au moins un tiers des 60 millions de décès ont été provoqués par la malnutrition et les maladies associées. En 1943, au Bengale, quelque trois millions de personnes succombèrent à la famine. Dans l'Ukraine soviétique, avant la guerre, la faim avait déjà décimé des millions d'habitants. Des millions d'autres périrent en Chine. Dans les pays d'Europe occidentale, auparavant plutôt riches, les retombées sociales et économiques de la guerre étaient des plus sombres: durant l'hiver 1944-1945, aux Pays-Bas, nombreux furent les citoyens contraints de se nourrir de bulbes de tulipe. Au début de l'après-guerre, en Belgique, 80 pour cent des enfants souffraient de rachitisme.

De façon générale, l'agriculture était ravagée. Sur des pans entiers de la planète, la production alimentaire avait fortement diminué – marquant un recul allant jusqu'à un tiers de la production en Europe, dans les pays de l'URSS et en Afrique du Nord, et un dixième en Asie de l'Est. Parallèlement, la population mondiale avait augmenté de 10 pour cent. De ce fait, la baisse globale de la production agricole par habitant était de 15 pour cent par rapport aux années d'avant-guerre. Les démographes n'apportaient guère d'espoir: les projections laissaient présager une nouvelle progression imminente du nombre de bouches à nourrir. Selon les prévisions, en 1955, la population d'Amérique latine aurait augmenté de moitié.

**La fin de la seconde guerre mondiale apporte la détermination de mettre fin, une fois pour toutes, aux fléaux ancestraux de la pauvreté et la faim.**





1948, GRÈCE

Des écoliers prennent un petit-déjeuner offert par un projet commun FAO-UNICEF, en Grèce.

©UN Photo / FAO



## 1945, CANADA

La FAO est née l'après-midi du 16 octobre 1945 : 34 pays, bientôt suivis de nombreux autres, signent sa constitution à Québec au Canada.  
©FAO

## RACINES AMÉRICAINES, RENAISSANCE ROMAINE

Alors même qu'une grande partie de la planète avait beaucoup de mal à se nourrir, des paroles audacieuses esquisaient des horizons nouveaux. Déjà en 1941, dans un discours qui inspirerait les principes fondamentaux des Nations Unies, le Président des États-Unis d'Amérique, Franklin D. Roosevelt, avait inscrit le droit d'être libéré du besoin parmi ses *quatre libertés*. Cette liberté signifiait «des accords économiques qui garantiront à chaque nation une vie saine et paisible, pour ses habitants – partout dans le monde».

Dans un paysage de désolation, l'Amérique du Nord se démarquait. La partie continentale des États-Unis n'avait pas été directement touchée par le conflit: ici, sortant de la crise de 1929 et du début des années 1930, la production agricole avait continué d'augmenter. L'élan intellectuel qui jeta les bases de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture vint ainsi des États-Unis.

La fin de la Seconde Guerre mondiale donna l'impulsion. Cependant, le concept initial de ce qui allait devenir la FAO – l'idée d'une assise ayant pour mission de diffuser les compétences agricoles et d'améliorer le sort des agriculteurs dans les différents pays – datait d'avant la guerre. La graine institutionnelle en avait été plantée dès 1905 par un visionnaire américain, David Lubin. Son initiative, ignorée dans son pays natal, avait trouvé une oreille attentive auprès de la Cour d'Italie.



### DAVID LUBIN (1849-1919)

Agronome californien d'origine polonaise, Lubin fut un militant et promoteur infatigable de l'agriculture et de ses praticiens. À la fois entrepreneur, penseur et activiste, il finit par acquérir la conviction que seul un organisme international

pourrait défendre avec succès les intérêts des agriculteurs touchés par la fluctuation des prix, pénalisés par le faible prestige de leur profession et dénués de tout pouvoir de négociation politique.

Après avoir été rejetée aux États-Unis, puis en France et en Grande-Bretagne, la proposition de Lubin obtint le soutien du roi d'Italie, Victor Emmanuel III. Le 7 juin 1905, le Gouvernement italien convoqua la première conférence de l'Institut international d'agriculture (IIA), installé à Rome. L'Institut avait pour mission d'aider les agriculteurs à partager leurs connaissances, à mettre en place un système de coopératives de crédit rural et à prendre en main le commerce de leurs produits. Quarante-six pays étaient représentés lors de la première réunion. L'IIA cessa ses activités en 1945, lorsque la FAO reprit le mandat de la coordination internationale en matière d'agriculture.

La nouvelle Organisation a donné à sa bibliothèque le nom de David Lubin. Les archives personnelles de Lubin, notamment ses essais et traités, y sont conservées.

## En octobre 1945 la FAO est fondée pour développer la connaissance agricole et le bien-être nutritionnel.

Le 16 octobre 1945, réunis à Québec dans le cadre de l'emblématique Château Frontenac, 34 gouvernements signaient l'Acte constitutif marquant la création d'une organisation permanente dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture. Deux semaines plus tard, à la fin de la première Conférence, les Membres étaient au nombre de 42. Paradoxalement, la création de la FAO précédait celle de l'Organisation des Nations Unies elle-même, qui ne devait être fondée officiellement que huit jours plus tard. (La Charte des Nations Unies avait été signée dès le mois de juin à San Francisco, mais le seuil de ratification prévu n'avait pas encore été atteint.) L'Acte constitutif établissait l'Organisation en tant qu'organe de collaboration ayant pour mandat de diffuser les connaissances relatives à l'agriculture et d'améliorer le bien-être nutritionnel. Son premier Directeur général, John Boyd Orr, était originaire d'Écosse.

### PRÉAMBULE DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO

(EXTRAIT)

LES ÉTATS QUI ADHÈRENT AU PRÉSENT ACTE, RÉSOLUS À DÉVELOPPER LE BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL PAR UNE ACTION PARTICULIÈRE ET COLLECTIVE, AFIN:

- D'ÉLEVER LE NIVEAU DE NUTRITION ET LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS PLACÉES SOUS LEUR JURIDICTION RESPECTIVE;
- D'AMÉLIORER LE RENDEMENT DE LA PRODUCTION ET L'EFFICACITÉ DE LA RÉPARTITION DE TOUS LES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES;
- D'AMÉLIORER LA CONDITION DES POPULATIONS RURALES;
- ET AINSI DE CONTRIBUER À L'EXPANSION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET DE LIBÉRER L'HUMANITÉ DE LA FAIM;

CONSTITUENT PAR LES PRÉSENTES L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE [...], PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LAQUELLE LES MEMBRES SE TIENDRONT MUTUELLEMENT INFORMÉS DES MESURES PRISES ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES CHAMPS D'ACTIVITÉ ÉNONCÉS CI-DESSUS.



## 1951, ITALIE

Les derniers travaux de construction du siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome (Italie).  
©FAO



En 1951, le Siège de la FAO est transféré à Rome, en reconnaissance de l'action pionnière menée par l'Italie en matière de coopération internationale en faveur de l'alimentation. L'Organisation s'installe alors dans un bâtiment destiné initialement, en pleine période coloniale, à accueillir le Ministère de l'Afrique italienne.

Situé à la croisée de deux sites de l'Antiquité, les thermes de Caracalla et le Cirque Maxime, le *Palazzo FAO*, conçu selon les principes du rationalisme puis complété par des éléments de style international de l'après-guerre, abrite aujourd'hui 3 000 personnes. De tous les sièges d'institutions des Nations Unies, celui de la FAO est l'un des plus remarquables sur le plan architectural.





**CULTIVATOR**

# CULTIVER

## Le premier quart de siècle 1945-1970

À ses débuts, la FAO concentre ses efforts sur l'augmentation de la production alimentaire et l'amélioration de la productivité agricole – ainsi que sur l'élimination des facteurs qui entravent la croissance: la crise alimentaire qui frappait une population mondiale en rapide expansion n'en exigeait pas moins. Les programmes mis au point dans les premières années seront donc en grande partie destinés à optimiser les rendements. Encouragés par l'intensification des consultations et des activités de coopération internationales que facilite la FAO, et se prévalant des avis dispensés par l'Organisation, de nombreux pays mettent alors en place des plans de développement agricole.



1966, ÉQUATEUR

Des fermiers dans les champs à  
Hacienda Pesillo, Équateur.  
©FAO/S. Larrain

# PRINCIPALES ÉTAPES de la FAO

[ 1 9 4 5 - 1 9 7 0 ]

**1946** ○ La FAO convoque une **Réunion extraordinaire sur les problèmes alimentaires urgents**. Tout en s'attaquant au problème immédiat de la crise alimentaire, la réunion permet notamment de définir une série de propositions portant sur les enjeux ancestraux liés à la production alimentaire. Les propositions formulées portent sur la réalisation régulière de recensements mondiaux, l'amélioration de la fertilité des sols, la lutte contre les ravageurs des végétaux et la fourniture d'aide alimentaire dans les situations d'urgence.

**1946** ○ **Enquête mondiale sur l'alimentation**. Menée dans 70 pays, elle confirme l'idée largement répandue que la faim et la malnutrition sévissent partout dans le monde. Encore imprécise au regard des normes actuelles, l'Enquête est la première de ce type jamais réalisée.

**1947** ○ **La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture**, première publication annuelle phare de la FAO, voit le jour. Ses évaluations scientifiques portant sur les principaux aspects de l'agriculture et de l'alimentation s'adressent à un large public. La publication est suivie, en 1948, par la première Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO, qui continue de paraître tous les cinq ans.

**1950** ○ **Recensement agricole mondial**. Le Recensement agricole, qui permet de recueillir des données statistiques dans 81 pays, offre un instantané du secteur agricole tel qu'il se présentait cinq ans après la Seconde Guerre mondiale. Cette opération, bien plus élaborée que toute autre initiative similaire d'avant-guerre, accorde une nouvelle importance à la méthodologie et à la compatibilité des données.



S'agissant d'assurer l'essor nécessaire du secteur, les capitaux privés étaient insuffisants. L'accès à la technologie demeurait limité. Il fallait donc lancer de vastes programmes de financement public, surtout dans les pays moins développés. Les investissements étaient financés le plus souvent sur les ressources nationales, mais dans certains domaines prioritaires, notamment pour l'achat d'équipements importés, des financements internationaux et extérieurs étaient essentiels.

Le crédit connu ainsi un développement spectaculaire – même si, dans certaines régions du monde, des taux d'intérêt trop élevés le rendaient inaccessible à de nombreux petits cultivateurs. (Dix ans après la fin de la guerre, en Inde, environ 90 pour cent des crédits agricoles étaient encore accordés par des prêteurs, qui réalisaient généralement des marges importantes.)

### **1951, INDONÉSIE**

Des ouvriers construisent un canal de 70 km en Indonésie, le gouvernement ayant lancé un projet d'irrigation de 6 000 ha de terrain, avec le soutien de spécialistes de la FAO.  
©FAO/E. Schwab



Dans les années 1950, surtout en Asie du Sud et de l'Est, toute une série de réformes législatives furent mises en œuvre en vue d'éliminer les obstacles institutionnels à une utilisation efficace des terres, par le transfert de la propriété aux cultivateurs et le remembrement des parcelles. Des progrès considérables sont accomplis en ce qui concerne l'enregistrement officiel des titres fonciers. Plusieurs pays rationalisent également leur système de fiscalité agricole.

Dans ce qui finira par être désigné comme le monde en développement, divers pays améliorent l'utilisation et la maîtrise de l'eau, en particulier le Mexique, la Thaïlande, et l'Inde et le Pakistan, tous deux

nouvellement indépendants. Bien d'autres pays procèdent à de premières enquêtes systématiques sur leurs ressources en eau. Des programmes d'irrigation voient le jour.

L'Union soviétique et la Chine, qui avaient collectivisé leur agriculture ou s'employaient à le faire, rapportaient aussi des avancées dans la gestion des ressources hydriques et d'autres domaines agricoles. Dans les années 1950, cependant, la guerre de Corée et la guerre froide érodent en grande partie l'esprit de coopération du tout premier après-guerre. Dans ce contexte, le flux d'informations entre les puissances rivales se raréfie. Les pays pauvres, pour leur part, manquent de capacité statistique.

**1951** Le **Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)** recommande que la FAO assure la surveillance constante de la faim dans le monde et signale tout risque imminent de pénurie alimentaire ou de famine. L'Organisation a ainsi pour mission de procéder à des enquêtes de terrain et de réunir les pouvoirs publics «afin de réfléchir aux mesures concrètes à mettre en œuvre». La FAO est également invitée à étudier la viabilité d'un projet de réserve alimentaire à constituer en prévision de pénuries ou de famine causées par la guerre, les catastrophes naturelles, mais aussi les infestations d'organismes nuisibles.

**1952** Le **Programme de lutte contre le criquet pèlerin**, qui marque une étape décisive dans la lutte contre les ravageurs, est lancé à la demande des participants à une conférence internationale organisée par l'Inde. Il est renforcé dix ans plus tard grâce à la coopération établie avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Au fil des décennies, la stratégie de lutte antiacridienne de la FAO a évolué, passant d'une action visant à réduire au maximum les dégâts causés par les essaims de criquets, à une démarche consistant à s'attaquer aux insectes avant même qu'ils ne puissent constituer des essaims. Considérée généralement comme ayant donné de bons résultats, la lutte contre le criquet pèlerin n'en reste pas moins cruciale aujourd'hui: à la mi-2020, la FAO apportait de nouveau son aide face une invasion acridienne particulièrement destructrice en Afrique de l'Est.

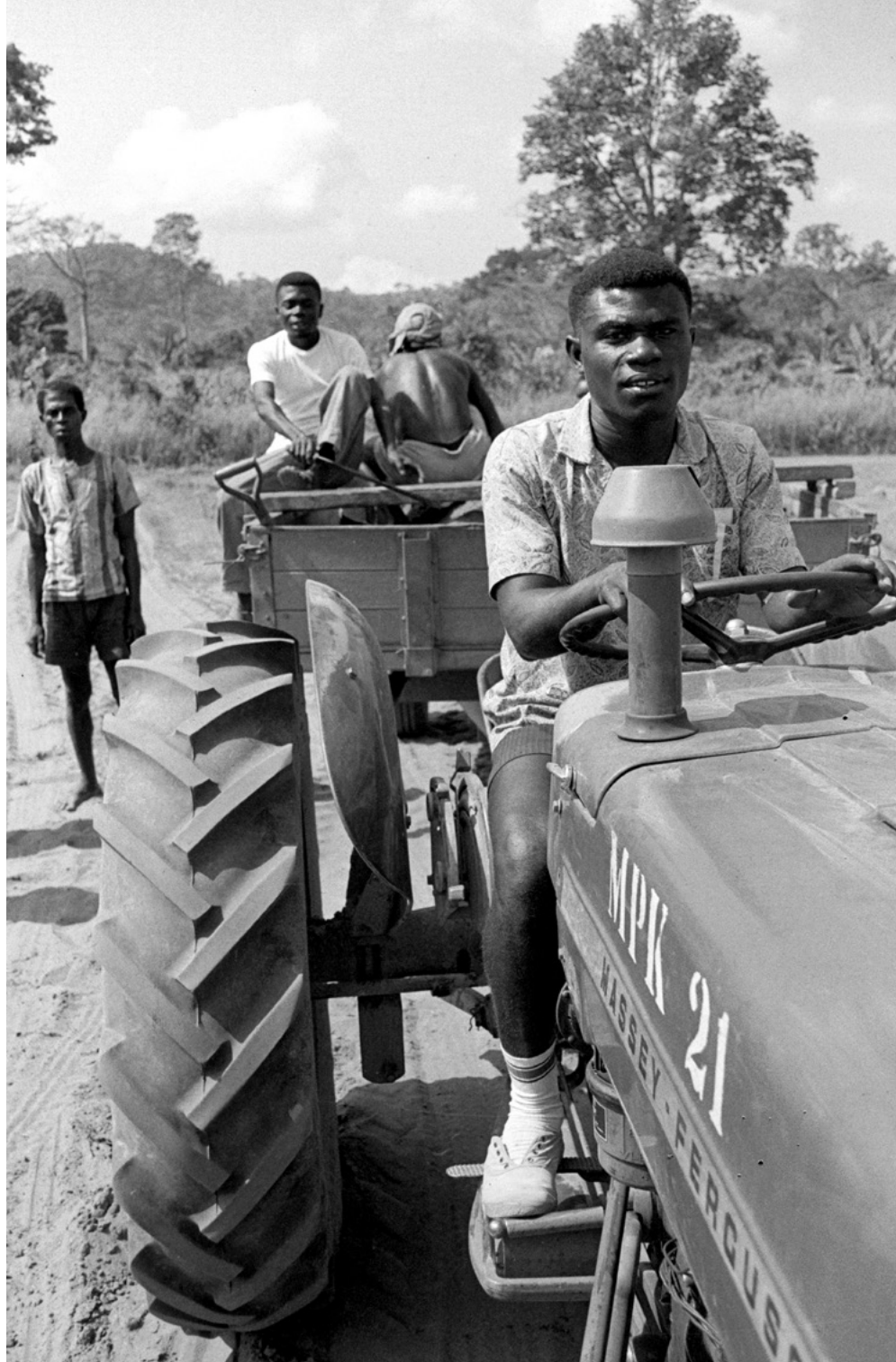
**1955** La Première Dame des États-Unis, **Eleanor Roosevelt**, se rend à la FAO afin de mobiliser un soutien en faveur d'une **Campagne mondiale contre la faim**. L'initiative voit le jour en 1960, après plusieurs années de négociations.

## Les premiers programmes de la FAO visent à nourrir une population mondiale croissante en augmentant la production agricole.

### 1969, GHANA

Des ouvriers construisent une route entre deux nouveaux villages créés pour des personnes déplacées suite à la construction d'un barrage sur la Volta, à Akesombo au Ghana.  
©WFP/FAO/Peyton Johnson

En dépit de données lacunaires, un certain nombre d'éléments témoignent de progrès significatifs sur le plan agricole, un peu partout dans le monde. Au milieu des années 1950, le nombre de machines agricoles avait augmenté considérablement. Les tracteurs étaient trois fois plus nombreux, ce qui permettait de cultiver de vastes étendues jusque-là consacrées à la production de fourrage destiné aux animaux de trait.





La sélection végétale était, elle aussi, en plein essor. Dans certaines régions d'Europe, le maïs hybride permettait d'accroître considérablement le rendement. Les pays en développement constataient quant à eux une forte croissance de la productivité de leurs cultures de base grâce aux nouveaux pesticides synthétiques et aux désherbants sélectifs. Dans les années 1960, les variétés de riz améliorées,

à haut rendement, ainsi que de nouvelles souches s'étaient répandues partout en Asie. Le continent asiatique est considéré comme étant celui qui a le plus largement bénéficié de la Révolution verte: en une trentaine d'années, les variétés de riz à haut rendement ont fini par représenter les deux tiers des plantations, tandis que près de 90 pour cent des champs de blé étaient ensemencés au moyen de variétés modernes.



**1960, TUNISIE**

Une expérience de culture du riz en Tunisie, menée par une experte de la FAO inventeur d'une méthode pour lessiver le sel des terres arables.

©FAO

**1957** ○ La FAO lance une **Campagne mondiale des semences** couvrant 79 pays. Le mécanisme de notification qui est mis en place vise à promouvoir l'utilisation de semences de haute qualité afin d'améliorer la productivité.

**1958** ○ Un **Fonds spécial** destiné à élargir le champ d'application du programme d'assistance technique des Nations Unies est créé. Le Fonds doit concentrer ses efforts sur des projets de grande envergure, concernant notamment l'évaluation et la valorisation des ressources humaines dans divers secteurs tels que l'artisanat et l'agriculture familiale, les forêts, les transports et les communications, la construction et le logement, la santé, l'éducation, les statistiques et l'administration publique. Une grande partie des projets du Fonds sont affectés à la FAO qui en est l'organisme d'exécution, consolidant ainsi la position de l'Organisation en tant qu'institution de premier plan en matière d'aide technique internationale.

**1961** ○ La FAO et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNESCO, unissent leurs forces afin d'élaborer une **Carte des sols du monde**. Fruit d'un travail de recherche monumental et de quinze ans d'efforts, la Carte des sols regroupe les informations issues de 10 000 cartes distinctes. Dans l'Introduction au projet, les auteurs soulignent l'ampleur du défi et l'importance de la tâche: «Depuis le début du siècle, les pédologues se préoccupent de l'évaluation quantitative et qualitative des ressources mondiales en sols. Il existe déjà des estimations des réserves en terres, basées sur les grands groupes de sols; mais les chiffres auxquels sont arrivés différents auteurs sont loin de concorder.» À ces difficultés s'ajoutaient des disparités aux niveaux de la nomenclature et des systèmes de classification. (La FAO et l'UNESCO unirent leurs forces à maintes reprises au fil des ans, que ce soit pour promouvoir une gastronomie durable ou pour assurer des moyens d'existence et une éducation aux éleveurs pastoraux du Soudan du Sud.)

## Avant-propos de l'édition 1955 du rapport de la FAO sur *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (SOFA)

(extrait)



Au cours de ces dix années [1945-1955], les progrès de la technique en agriculture, en sylviculture et dans le domaine des pêches ont été plus rapides et plus généralisés qu'ils ne l'avaient jamais été dans un même laps de temps. D'autre part, des changements remarquables se sont produits dans l'agriculture au point de vue social et économique. De vastes réformes agraires ont été réalisées. Dans bien des pays, la mise en valeur de l'agriculture et la politique forestière ont commencé à s'organiser de manière rationnelle. On s'efforce un peu partout de limiter les fluctuations des prix agricoles et de donner aux cultivateurs une sécurité économique qu'ils n'avaient encore jamais connue. Les découvertes de la science de la nutrition ont reçu des applications plus étendues, destinées en particulier à assurer aux mères et aux enfants le niveau minimum de nutrition. Des plans internationaux d'investissements et d'assistance technique ont été entrepris; ils visent essentiellement, dans le domaine agricole, à résoudre des problèmes qui se posaient depuis très longtemps: faible productivité, sous-alimentation et pauvreté des populations rurales dans les pays peu développés. Et ce ne sont là que quelques-uns des faits marquants de ces dix dernières années.

À partir des années 1950, l'élevage tire profit d'un enregistrement plus systématique des troupeaux et de la diffusion de l'insémination artificielle. Des pays moins riches mettent en place des services vétérinaires d'État. En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, l'augmentation du rendement par hectare et par animal est considérable.

Dans l'ensemble, dix ans après la création de la FAO, la production alimentaire avait augmenté d'un quart par rapport aux volumes produits à la fin de la guerre, marquant également une progression en termes de production par habitant.

**La révolution verte amène  
la plantation de variétés  
améliorées dans de vastes zones.  
L'utilisation des machines triple.  
Au début des années 1960,  
une réponse humanitaire  
moderne prend forme face aux  
crises alimentaires.**



#### 1969, AFGHANISTAN

Un expert de la FAO spécialiste des moutons karakul photographie un agneau karakul en Afghanistan sous les yeux de ses étudiants, dans le cadre d'un processus d'élevage sélectif.  
©FAO

Néanmoins, les progrès accomplis étaient loin d'être homogènes, suffisants ou irréversibles. Globalement, l'expansion, certes vigoureuse, de l'agriculture était éclipsée par la croissance exponentielle du secteur industriel, principal moteur de la prospérité d'après-guerre dans les pays occidentaux. De son côté, l'Afrique subsaharienne n'avait pas réussi à tirer le meilleur parti de la Révolution verte: les

capitaux disponibles dans la région étaient insuffisants; la propriété foncière avait un caractère largement informel; les intrants agricoles n'étaient que rudimentaires; enfin, l'accès au crédit et à la technologie demeurait limité. Au cours des décennies suivantes, la région allait rester au centre de l'action internationale en faveur du développement.

**1961** **Programme Engrais.** Le Programme Engrais de la FAO est mis en place dans le cadre de la Campagne mondiale contre la faim, dans le but d'améliorer la production agricole et les revenus des agriculteurs par une utilisation efficace des engrais. Le programme est rapidement élargi pour inclure tous les aspects d'une production agricole efficace, en particulier les variétés améliorées, une meilleure gestion des sols et la lutte contre les plantes adventices, ainsi que l'optimisation des moyens de protection des végétaux. Dans l'ensemble, l'utilisation des engrais a progressé de 14 pour cent par an au cours des années 1960.

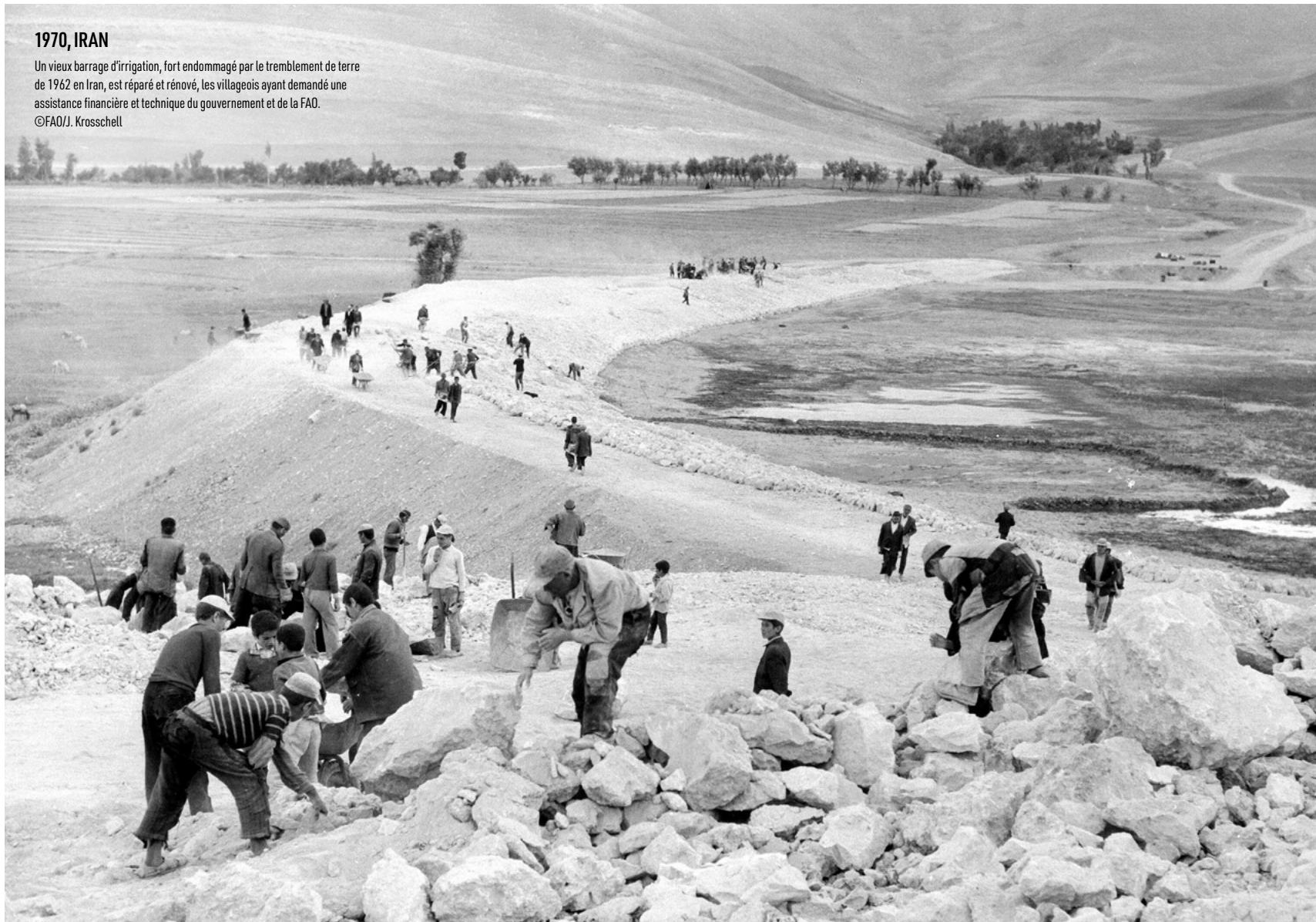
**1961** **Le Programme alimentaire mondial (PAM)** est établi à titre expérimental pour être le dispositif opérationnel de la FAO (et du Système des Nations Unies) en matière d'assistance alimentaire, avant d'obtenir le statut d'organisme permanent deux ans plus tard. Quelques mois après sa naissance, le PAM se mobilise à la suite d'un séisme dévastateur survenu en Iran, inaugurant une longue série d'interventions d'urgence.

**1963** **Création du Codex Alimentarius.** Le Codex, créé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), est un recueil dynamique de normes alimentaires, de directives et de codes d'usages, présentés de manière uniforme. Il a pour rôle de protéger la santé des consommateurs, par l'étude de questions telles que les médicaments vétérinaires, les pesticides, les additifs alimentaires et les contaminants dans les aliments; et de lever les obstacles au commerce, en offrant un cadre de référence pour le règlement des différends dans un secteur, celui de l'alimentation, qui représente 2 000 milliards de dollars EU.

## 1970, IRAN

Un vieux barrage d'irrigation, fort endommagé par le tremblement de terre de 1962 en Iran, est réparé et rénové, les villageois ayant demandé une assistance financière et technique du gouvernement et de la FAO.

©FAO/J. Krosschell



## Malgré une croissance massive, la faim persiste tandis que s'achève le premier quart de siècle de l'histoire de la FAO.

Toujours durant le premier quart de siècle d'existence de la FAO, l'apparition soudaine de crises d'origine naturelle ou humaine a brutalement mis au jour la fragilité des filières agricoles et l'incessante difficulté d'assurer un accès universel à la nourriture (même dans les pays qui avaient largement tiré parti de la Révolution verte).

Le séisme qui frappe la ville de Bouine-Zahra, dans le nord de l'Iran, le 1<sup>er</sup> septembre 1962, cause la mort de plus de 12 000 personnes. Ce cataclysme sur le plan humain constitue également le baptême du feu pour un organisme humanitaire qui vient de naître, le Programme alimentaire mondial (PAM). Fondé dans le cadre d'une

collaboration entre l'ONU et la FAO moins d'un an plus tôt, le PAM assure alors rapidement la livraison de 1 500 tonnes de blé, 270 tonnes de sucre et 27 tonnes de thé. Au cours des décennies qui suivent, le PAM devient la plus grande structure humanitaire au monde, fournissant une assistance alimentaire dans la moitié des pays du globe.

Pendant la période allant de 1945 à 1970, la croissance de la production agricole se poursuit sans interruption. Pourtant, le monde apprend aussi que, s'il est essentiel d'augmenter les disponibilités alimentaires pour prévenir la famine, même des disponibilités alimentaires suffisantes ne suffisent pas, en soi, à éliminer la faim. En effet, tout au long de cette période, l'élimination de la faim, objectif rêvé, est toujours hors de portée: la quatrième des libertés préconisées par le Président Roosevelt se trouve sans cesse «au-delà les collines», au bout d'un chemin qui n'est jamais droit, qui est rarement ouvert à tous et qu'encombrent bien souvent les gravats des combats, le legs de l'injustice et le poids de l'oubli.

### 1966 **Conférence mondiale sur la réforme agraire.**

Organisée par la FAO et l'Organisation internationale du Travail (OIT), la conférence constitue la première tentative ambitieuse de s'attaquer aux causes structurelles de la faim et de la malnutrition. Elle préfigure ainsi les approches plus intégrées des décennies suivantes, au-delà de la recherche de rendements agricoles plus élevés et de hausses globales de la production alimentaire. La conférence offre l'occasion de faire le point sur les initiatives de réforme agraire menées dans le monde, dans l'optique plus générale d'accélérer le progrès économique et social.

### 1969 **Création du Département des forêts de la FAO.**

1970 **Le deuxième Congrès mondial de l'alimentation**, qui se tient à La Haye, appelle l'attention sur la faim et la malnutrition dans le monde. Cinq domaines d'action immédiate sont recensés, en phase avec la stratégie de la FAO: promouvoir l'utilisation généralisée de variétés à haut rendement de cultures vivrières de base; réduire le gaspillage; combler les carences en protéines; améliorer la qualité de vie des familles rurales; et augmenter les revenus et l'épargne en devises dans les pays en développement.



**NOURRIR**

# NOURRIR

## Le deuxième quart de siècle 1970-1995

En termes quantitatifs, le deuxième grand chapitre de l'existence de la FAO s'ouvre sur un constat plutôt amène. L'édition 1970 du rapport sur *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (SOFA) fait état d'une augmentation de 70 pour cent de la production alimentaire totale depuis 1948, soit un accroissement annuel respectable de 2,7 pour cent. Dans le secteur de la pêche, la croissance avait été plus rapide, atteignant le taux remarquable de 4,4 pour cent. D'une manière générale, la quantité d'aliments produite aura progressé au rythme de la croissance démographique.

Pour autant, cette situation apparemment favorable s'accompagnait d'importantes réserves. En effet, la faim continuait de réclamer un lourd tribut. En Afrique subsaharienne, l'accroissement annuel moyen de la production alimentaire n'avait pas dépassé 0,6 pour cent. Et les avancées, telles qu'elles furent, n'étaient pas appelées à durer.





# PRINCIPALES ÉTAPES de la FAO

[ 1970 - 1995 ]

1972

**Crise du Sahel.** La FAO et le PAM sont alertés de l'existence d'une situation d'urgence due à la sécheresse. Les récoltes sont compromises et les troupeaux décimés. Des secours sont mobilisés. Au début de l'année suivante, une équipe de la FAO se rend en mission au Mali, au Niger et en Haute-Volta (devenue le Burkina Faso) et fait état des besoins supplémentaires à couvrir. Plus de 1,5 million de tonnes de céréales, 70 000 tonnes d'aliments protecteurs ainsi que des quantités variables de semences, d'insecticides et autres formes d'aide sont alors livrées dans la région et une assistance de type monétaire est fournie. La crise se résorbe en 1975.

1972

Une **Conférence des Nations Unies sur l'environnement**, coorganisée par la FAO, se tient à Stockholm. Les participants formulent plus de 100 recommandations, dont un quart sont adressées à la FAO: elles concernent la conservation agricole, la pêche et d'autres ressources naturelles.

1978, CHINE

Jeune-fille portant un panier de poires rondes récoltées dans un verger en Chine.

©FAO/Franco Mattioli



### 1970, GUYANA

Culture d'une nouvelle variété de riz à haut rendement au Guyana.  
©FAO/J. Ciganovic

## Rapport SOFA - édition 1970 (extrait)

Les chapitres du rapport consacrés à la situation actuelle offrent de nouvelles raisons de croire qu'on a peut-être enfin atteint un tournant dans la difficile lutte que mènent les pays en voie de développement pour accroître à un rythme suffisamment rapide leur production alimentaire. [...] Jusqu'à présent, l'un des principaux résultats attribuables à l'introduction des variétés de céréales à haut rendement a été le retour à une plus grande autosuffisance alimentaire dans un certain nombre de pays en voie de développement. Plusieurs d'entre eux ont déjà ou auront bientôt une capacité excédentaire.

En 1972, la production céréalière s'effondre pour la première fois depuis la guerre. Tout excédent s'évanouit. À peu près au même moment, la crise pétrolière frappe lourdement les économies occidentales, mettant brusquement fin à près de trois décennies d'expansion ininterrompue.

Parallèlement au choc économique, le début des années 1970 marque, dans les pays industrialisés, la cristallisation de tensions sociales qui s'accumulaient depuis la fin des années 1960. L'optimisme n'était plus de mise; un bienheureux intermède semblait s'achever. Dans certaines régions en développement, les années de l'après-guerre et de l'après-décolonisation n'avaient encore apporté aucune amélioration nette des moyens d'existence; l'autonomisation économique cédait encore le pas à l'émancipation politique. À la fin de la décennie, lors d'une conférence mondiale sur la réforme agraire, le Président de la Tanzanie, Julius Nyerere, devait dénoncer la persistance «d'une misère sans nom».



**1974** Création du **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**, sur recommandation de la Conférence mondiale de l'alimentation tenue la même année. Le CSA est conçu comme un organe de coordination des activités visant à éliminer la faim et à améliorer la nutrition. Dans ses premières années d'activité, il se concentre encore sur l'accroissement de la production céréalière et la stabilisation des prix. Dans les années qui suivent, le CSA est restructuré et rendu plus participatif; il est également réorganisé afin de pouvoir mieux répondre face aux crises et aux obstacles structurels.

**1976** Le **Programme de coopération technique** de la FAO est lancé dans l'objectif d'aider les États Membres dans leurs efforts de développement. Il fournit une assistance dans tous les domaines relevant du mandat de l'Organisation.

**1977** Face aux crises alimentaires qui frappent l'Afrique subsaharienne, le **Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR)** sur l'alimentation et l'agriculture permet d'intensifier les mesures de suivi, au moyen de rapports mensuels. À ce jour, le SMIAR continue de surveiller l'offre et la demande alimentaires et d'émettre des alertes rapides en cas de crises imminentes.

## RACHEL CARSON, *Printemps silencieux* (extrait)

Ces problèmes [les maladies transmises par les insectes] sont importants, et doivent être résolus; jusque-là, tout le monde est d'accord; la question débattue est simplement la suivante: est-il sage, est-il intelligent de s'attaquer au problème par des méthodes qui le compliquent au lieu de le résoudre? Le monde a beaucoup entendu parler des brillantes victoires remportées sur la maladie grâce à l'élimination des insectes transporteurs de virus, mais on ne lui a guère montré le revers de la médaille: les défaites, les triomphes éphémères qui nous portent à penser que nous avons en fait renforcé nous-mêmes l'ennemi que nous voulions abattre, et que (là est le pire) nous avons peut-être détruit nos propres moyens de combattre.

**Alors que les économies vacillent et que la croissance cesse, les préoccupations environnementales s'affirment.**

Face aux attentes déçues d'une progression linéaire, les modèles de production et de consommation établis sont remis en question. Dans les pays occidentaux, certes riches mais affaiblis sur le plan économique, une nouvelle conscience environnementale s'éveille. Des sensibilités plus écologiques se font entendre – tout d'abord dans la société et dans le monde de la culture, puis dans la sphère politique. Dès 1962, dans *Printemps silencieux*, Rachel Carlson avait recensé les conséquences néfastes de l'utilisation généralisée de pesticides pour l'environnement et pour la santé humaine. Cri de ralliement pour le mouvement écologique naissant, l'ouvrage est à l'origine de l'interdiction du pesticide dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) aux États-Unis en 1972; dans les années suivantes, il continuera de peser sur l'opinion et les politiques publiques du pays.



### 1980, ÉTHIOPIE

Des fermiers creusent des digues autour de terrains dégradés afin de contrôler l'érosion, puis plantent des arbres et des arbustes pour régénérer les sols en Éthiopie.

©FAO/Florita Botts

«Nous ne souhaitons pas appauvrir encore plus l'environnement» déclara Indira Gandhi, Première ministre de l'Inde, lors d'une conférence tenue à Stockholm en 1972, évoquant ainsi ce qui se profilait comme un dilemme sur le plan idéologique et un compromis en termes de politiques. «Et cependant, avait-elle ajouté, nous ne pouvons oublier à aucun moment la grave situation de pauvreté d'un grand nombre de personnes. La pauvreté et la faim ne sont-elles pas justement les plus grands pollueurs?»

Au cours des décennies suivantes, les impératifs de conservation allaient faire évoluer la conception du binôme humanité-nature. Entre les années 1970 et les années 1990, sociétés et décideurs développent une perception plus précise du caractère limité des ressources de la planète. Dès lors, il s'agira de poursuivre des objectifs de bien commun – en particulier, celui d'éliminer la faim – par des moyens à l'impact moins destructif.

**1979** Une Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, tenue à Rome, adopte la **Charte des paysans** visant à promouvoir le droit d'accéder à la terre – encore une fois dans le but de s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire.

**1981** Cent cinquante pays marquent la première **Journée mondiale de l'alimentation**, qui coïncide avec l'anniversaire de la fondation de la FAO, le 16 octobre.

**1982** Le **Système international d'information sur les semences**. Fonctionnant sur micro-ordinateur, le système intègre des techniques et des pratiques pour la gestion des banques de semences commerciales et des programmes de recherche forestière.

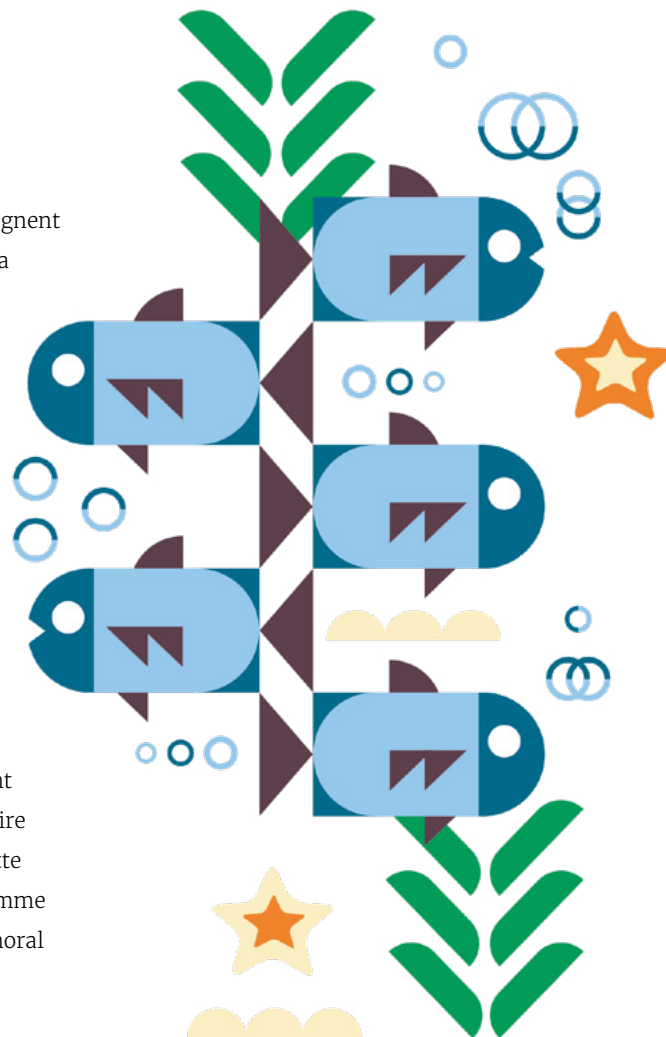
**1983** Le Système d'information sur les ressources forestières (**FORIS**), source informatisée de données sur les forêts tropicales, entre en fonction.

L'attention se tourne vers les mers et les océans, source de nourriture vitale pour des centaines de millions de personnes et de moyens d'existence pour tant d'autres. Des mers et des océans vivent aussi de nombreuses industries du secteur de la pêche ainsi que des économies entières, côtières et insulaires. Vers le milieu des années 1970, la production de poisson cesse d'augmenter, alors que des conflits éclatent autour des zones de pêche exclusives et que les craintes au sujet des stocks s'amplifient. En 1984, s'adressant aux participants à une manifestation de la FAO portant sur ce thème, le roi Juan Carlos d'Espagne insiste alors sur la nécessité de veiller à ce que «les richesses de la mer ne soient pas compromises par des pratiques prédatrices, imprévoyantes et égoïstes». En 1995, un dispositif de portée exhaustive, le Code de conduite pour une pêche responsable, voit le jour. L'aquaculture prend une nouvelle importance.

Cela étant, à bien des égards, le deuxième quart de siècle d'existence de la FAO est marqué par une évolution plus rapide des perceptions que des pratiques. Les approches traditionnelles du développement agricole

continuent d'être guidées par la recherche de volumes et de rendements accrus. Néanmoins, la lutte contre la faim ne se poursuit plus dans un vide contextuel: elle acquiert de nouvelles nuances environnementales et sociales.

La désertification et les sécheresses, les crises alimentaires et les famines témoignent de la nature cyclique et systémique de la faim. La nécessité d'assurer l'accès à la nourriture – et non pas seulement une disponibilité théorique d'aliments – commence à éclairer la réflexion au sein de la FAO et des organisations sœurs. Pour améliorer l'accès à la nourriture, il faut s'attaquer à une multitude d'autres besoins humains et sociaux – l'éducation, la santé, un environnement propre et sûr, voire la paix. Mais ce ne sont plus de simples besoins: ils commencent à être considérés comme des droits à faire valoir avec force. Dans le cadre de la lutte contre la faim, l'inégalité est perçue comme étant à la fois un scandale sur le plan moral et une entrave au niveau des politiques.





## 1984, PHILIPPINES

Des bateaux de pêche traditionnels près du débarcadère de Baliwasan à Zamboanga aux Philippines.  
©FAO/Marie-Christine Comte

**1984** La **Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches**, qui se tient à Rome, aboutit à un accord sur les objectifs à long terme en matière de gestion des pêches. Les débats portent aussi sur la question de l'accès aux zones de pêche et permettent de faire un pas en avant vers l'adoption de nouvelles lois maritimes. (Un accord antérieur portant sur l'élargissement des juridictions côtières des États n'avait pas abordé la question des systèmes de répartition territoriale, en particulier celle des droits d'utilisation.)

**1985** La cinquième **Enquête mondiale sur l'alimentation** ayant permis de constater que le nombre de personnes souffrant de la faim ne cessait d'augmenter, l'accent est mis sur les subventions alimentaires et sur l'éducation nutritionnelle. L'année précédente, la famine qui sévissait en Éthiopie avait déclenché une mobilisation publique d'un niveau sans précédent dans les pays occidentaux, en grande partie grâce à l'initiative caritative du groupe Band Aid.

**1986** Lancement de **FAOSTAT** (alors connue sous le nom d'AGROSTAT), version électronique des annuaires de la FAO et principale source mondiale d'informations et de statistiques agricoles. La base de données permet d'accéder gratuitement aux informations statistiques recueillies dans 245 pays et 35 régions depuis 1961.

## La logique du plus fait place à celle du mieux. Plutôt que viser la croissance, on veut désormais nourrir.

Chemin faisant, la FAO évolue, passant d'un statut d'organe de coopération technique à celui d'institution internationale de développement. Cette évolution tient à la prise de conscience du fait que les interprétations au sens strict et d'ordre quantitatif de la mission de l'Organisation ne sont plus suffisantes. La logique de quantité (*plus*) fait place à une logique de qualité (*mieux*), la volonté de *produire* à celle de *nourrir*. L'appui technique à la mise au point de programmes d'irrigation centralisés, par exemple, perd du terrain au profit de programmes locaux centrés sur la communauté: ceux-ci sont en effet considérés comme engendrant moins de gaspillage et comme étant plus rapides à mettre en place, d'utilité plus immédiate et plus efficaces aux fins du renforcement de la résilience.



### 1987, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Administration orale d'un médicament à un veau malade, au sein d'un ensemble d'activités et politiques du gouvernement de la république Centrafricaine pour renforcer et consolider le développement de bétail.  
©FAO/R. Faidutti





La création du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), au milieu des années 1970, marque la reconnaissance formelle d'un nouveau concept de *sécurité alimentaire*, intégrant les principes de la disponibilité et de l'accès. Le CSA, qui est un organe des Nations Unies dont le Secrétariat est hébergé par la FAO, est conçu comme une tribune inclusive: il offre aux autorités, aux spécialistes, à la société civile et aux entreprises du secteur une plate-forme de discussion privilégiée pour la recherche de solutions à la faim dans le monde et de moyens permettant d'améliorer la nutrition.

À la fin des années 1980, l'esprit de coopération que génère la chute du Mur de Berlin fait renaître le sentiment que les objectifs sont

réalisables. Le Marché intérieur européen voit le jour, puis l'Organisation mondiale du commerce. Une vague de libéralisation déferle sur le monde. De nombreux obstacles au commerce sont levés. Cependant, à la mondialisation croissante des échanges s'ajoute celle des problèmes relatifs à la sécurité sanitaire des aliments. Une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ou maladie de la «vache folle») touchant les troupeaux britanniques est associée à l'incidence de la maladie neurologique dégénérative de Creutzfeldt-Jakob chez les consommateurs. Cette circonstance jette une lumière inquiétante sur le continuum entre la santé humaine et la santé animale. Tirant parti des compétences spécialisées de la FAO en matière de lutte contre les maladies du bétail, le Codex Alimentarius aborde la question très sensible des aliments pour animaux – élément qui ajoute à la complexité des efforts déployés pour assurer une nourriture suffisante, saine et nutritive pour tous.

**1987** **Mesures de lutte contre la contamination radioactive des aliments.** Un an après la dispersion de particules radioactives sur l'Europe et l'Asie suite à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, qui avait semé la panique chez les consommateurs et perturbé la circulation des produits alimentaires, la FAO formule des recommandations pour le contrôle du commerce des denrées alimentaires à risque de contamination accidentelle par des radionucléides.

**1988** **Le Système avancé d'observation en temps réel de l'environnement (ARTEMIS)** pour l'Afrique est installé au Siège de la FAO afin de recueillir des données sur les précipitations et la végétation à partir d'images satellite.

**1991** **La Convention internationale pour la protection des végétaux**, adoptée à l'origine par la Conférence de la FAO en 1951, est renforcée par de nouvelles modifications. (Elle sera à nouveau renforcée en 1997, lorsque la Convention deviendra officiellement une organisation habilitée à élaborer des normes phytosanitaires.)



Au milieu des années 1990, la FAO est un organisme indubitablement plus sophistiqué quant à l'ampleur de ses connaissances et à ses prouesses en matière de statistiques. Mais la formidable institution normative qu'elle est devenue évolue dans un contexte de déréglementation rapide. Sa culture institutionnelle est à vocation gouvernementale, alors que l'initiative dans le secteur agricole et la puissance normative sont en grande partie passées au secteur privé. Les gouvernements eux-mêmes, surtout dans les pays en transition, s'adressent de plus en plus à des groupes de réflexion et des fondations indépendantes pour obtenir des avis en matière de politiques; et à mesure que les crises se

succèdent, la capacité de mobilisation rapide, sur les plans public et politique, appartient plus que jamais à la sphère des ONG mondiales.


À l'approche du nouveau millénaire, ce que la FAO avait apporté à l'agriculture d'après-guerre et aux communautés au sens large, en termes de production et de nourriture, s'avère aussi applicable à l'Organisation elle-même: une expansion rapide suivie d'un processus d'affinement complexe. Le quart de siècle suivant, marqué par les défis liés au changement climatique, des conflits prolongés et une courbe en V des taux de sous-alimentation, allait exiger une bonne dose de vision stratégique et de capacité d'adaptation.


**Les barrières tombent  
et le commerce croît,  
exigeant de nouvelles  
approches pour la sécurité  
alimentaire mondiale.**




1993, ITALIE

Conférence de la FAO ciblant  
«L'harmonisation des procédures  
de contrôle phytosanitaire».  
©FAO

1992  Plus de 1 300 participants venus de 159 pays et représentants de la Communauté européenne prennent part à la première conférence internationale consacrée exclusivement à la nutrition, organisée conjointement par la FAO et l'OMS à Rome. Une **Déclaration mondiale** et un **Plan d'action sur la nutrition** sont adoptés. Ils invitent à mettre fin aux problèmes que constituent la malnutrition, en particulier chez les enfants, les femmes et les personnes âgées, les carences en micronutriments, les mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène et l'insalubrité de l'eau.

1994  La FAO met en place un **Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES)**. Le programme EMPRES-Élevage de la FAO continue de jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre la persistance et la propagation de maladies hautement contagieuses susceptibles de franchir les frontières.

1994  Le **Programme spécial pour la sécurité alimentaire** de la FAO voit le jour. Il vise à aider les pays à faible revenu et à déficit vivrier à réduire la variabilité de la production agricole d'une année sur l'autre et à améliorer l'accès de leurs citoyens à la nourriture.



**PRÉSERVER**

# PRÉSERVER

Le troisième quart de siècle

1995-2020

Le pan le plus récent de l'histoire de la FAO coïncide avec la maturation du concept de développement durable. Principe directeur de portée générale, la durabilité en vient à dominer les attitudes (mais pas nécessairement les pratiques) en matière de développement humain et de gestion de la vie sur terre. Elle empreint également les approches de l'alimentation et de l'agriculture.

Le productivisme n'est plus roi; au contraire, les éléments du discours se recentrent sur l'environnement, des droits humains et de la santé. À ce nouveau paradigme, la FAO et d'autres partenaires apportent le poids du facteur sécurité alimentaire. Dès le début des années 2000, cette nouvelle vision est renforcée par l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement, devenus par la suite Objectifs de développement durable.



# PRINCIPALES ÉTAPES de la FAO

[ 1 9 9 5 - 2 0 2 0 ]

**1996** ○ Un **Sommet mondial de l'alimentation** est organisé au Siège de la FAO, à Rome, à l'occasion duquel le pape Jean-Paul II prononce un discours. Dix mille délégués, dont des représentants de haut niveau de 185 pays, s'engagent à réaliser l'Objectif de l'élimination de la faim et celui d'une sécurité alimentaire durable pour tous.

**1997** ○ La FAO lance sa campagne de collecte de fonds **Telefood**. Des émissions de radio, des concerts ainsi qu'une série de manifestations sont organisés en vue de mobiliser des ressources. Un don de 40 dollars EU pouvait permettre d'acheter une ruche produisant 15 kg de miel par an; avec 125 dollars EU, un exploitant agricole pouvait acheter une pompe permettant d'irriguer 2 500 m<sup>2</sup> de terrain; pour 300 dollars EU, 60 agriculteurs pouvaient se procurer suffisamment de semences pour cultiver 20 hectares de légumes. Plus d'un millier de projets de ce type sont ainsi financés.

**1998** ○ Adoption de la **Convention de Rotterdam** sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international. La Convention, née de la collaboration entre la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), vise à réguler l'exportation de pesticides interdits ou strictement réglementés dans leur pays d'origine. Elle offre un système d'alerte rapide et aide les pays à gérer les substances chimiques dangereuses tout au long de leur cycle de vie.

## 2013, CISJORDANIE ET BANDE DE GAZA

Homme en train de jardiner  
sur son toit (Cisjordanie et  
bande de Gaza).

©FAO/Marco Longari



**1995, IRAQ**

Cliente du marché de  
Bagdad, achetant des fruits  
dans une échoppe achalandée  
en citrons, raisins et grenades.  
©FAO/Rosetta Messori

À l'orée des années 1990 déjà, le modèle de l'agriculture industrielle, largement suivi en Amérique du Nord et en Europe, avait permis de produire des quantités de denrées alimentaires inimaginables à l'époque de la fondation de la FAO. Consolidation de l'agroalimentaire et montagnes d'excédents, élevages guidés par la course au rendement, ascension des monocultures et des aliments ultra-transformés – tout était preuve de modes de production et de filières d'approvisionnement destinés à remplir les allées des supermarchés sans grand égard pour la préservation des ressources, les enjeux climatiques ou l'équilibre nutritionnel. Dans une bonne partie du monde en développement, cependant, l'heure était à l'appauvrissement des sols, à l'avancée des déserts, au recul des forêts. Les habitats sauvages dépérissaient. Privé de moyens, le secteur agricole peinait toujours à satisfaire les besoins essentiels. La faim et la malnutrition continuaient de briser des vies par centaines de millions.

**On recherche désormais  
des modèles de  
développement agricole  
verts, moins industrialisés.**





1996, ITALIE

Le pape Jean Paul II s'adressant à la Plénière lors du Sommet mondial de l'alimentation au siège de la FAO à Rome en Italie.  
©FAO/Luigi Spaventa

En 1996, à l'occasion d'un Sommet mondial de l'alimentation organisé par la FAO, le pape Jean-Paul II déclara que le contraste persistant entre indigence et opulence était «intolérable pour l'humanité». Un an plus tard, la FAO lançait sa campagne de collecte de fonds TeleFood, qui permit de mettre des millions de dollars entre les mains des agriculteurs et de financer des projets dans plus d'une centaine de pays.

1999 La FAO lance le programme des **Ambassadeurs de bonne volonté**, misant sur la renommée de personnalités de premier plan pour promouvoir ses messages de sensibilisation à la lutte contre la faim. La lauréate du prix Nobel Rita Levi Montalcini, la princesse Maha Chakri Sirindhorn et le footballeur Roberto Baggio y participent. Cette initiative marque la transition de la FAO vers une organisation plus habile en matière de communication, au service de ses activités de sensibilisation.

2000 Les **Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)** sont adoptés. Le premier Objectif (OMD 1) associe l'action contre la pauvreté extrême et la lutte contre la faim. À la date butoir de 2015, la prévalence de la pauvreté extrême avait diminué de plus de moitié et celle de la faim avait été presque divisée par deux.

2000 La FAO adopte une **Stratégie à long terme pour l'élimination de la faim dans la Corne de l'Afrique**. Dans l'esprit des nouvelles approches qui mettent en avant l'interconnexion entre les programmes de développement et le rôle des institutions représentatives, la stratégie a pour objectifs de protéger les populations rurales contre les chocs externes en augmentant leurs moyens d'existence et en renforçant leur résilience; d'améliorer leurs conditions de vie, en particulier en termes d'environnement, de santé, d'éducation et d'accès aux marchés; et de contribuer à renforcer l'action des pouvoirs publics, y compris l'état de droit.



2015, ZAMBIE

Bénéficiaires du Programme de transferts monétaires sociaux recevant leur paiement en Zambie. ©FAO/Ivan Grifi

## Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale - 1996

(extrait)

Nous réaffirmons qu'un environnement politique, social et économique pacifique, stable et propice est la condition essentielle permettant aux États d'accorder une priorité adéquate à la sécurité alimentaire et à l'éradication de la pauvreté. La démocratie, la promotion et la protection de tous les droits de l'être humain et de ses libertés fondamentales, y compris le droit au développement, et la pleine participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité sont des facteurs essentiels pour parvenir à la sécurité alimentaire durable pour tous.

De telles initiatives relevaient du bon sens: les fléaux de la pauvreté et de la faim s'alimentent réciproquement et doivent donc être affrontés de concert. En même temps, alors que les aspirations de l'humanité étaient de plus en plus conçues comme un tout, de nouvelles considérations, plus politiques, se faisaient entendre. Les années qui suivirent la fin de la guerre froide furent celles d'une reconnaissance par consensus de l'importance de la bonne gouvernance.

## La lutte contre la faim s'inscrit dans un discours plus global, intégrant le droit à l'alimentation et ciblant la gouvernance.

Dans la seconde partie des années 1990, au fur et à mesure que la sécurité alimentaire devenait étroitement associée à la protection de l'environnement et de la santé humaine, la FAO intensifiait son travail de contrôle des pesticides dangereux. Des intersections potentiellement problématiques s'ouvraient cependant entre le monde de l'agriculture et celui du droit de la propriété intellectuelle. En 2001, après plusieurs années de négociations, le **Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture** voyait le jour. Négocié sous l'égide de la FAO, cet instrument prévoyait le partage équitable du matériel génétique entre les sélectionneurs, les agriculteurs et les institutions de recherche publiques et privées.



**2001** Fruit d'une activité diplomatique intense menée par la FAO, le **Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture** est adopté. Il prévoit le libre partage, entre les signataires, du matériel génétique de 64 espèces cultivées – dont proviennent les quatre cinquièmes des aliments d'origine végétale consommés dans le monde. L'objectif du Traité est de freiner l'appauvrissement de la diversité des plantes cultivées. Un certain nombre de dispositions visent à protéger les petits exploitants agricoles et à préserver les savoirs agricoles traditionnels. À ce jour, le Fonds fiduciaire pour le partage des avantages mis en place en vertu du Traité a permis de venir en aide à plus d'un million de personnes.

**2002** La FAO lance le programme pour la conservation des **Systemes ingénieux du patrimoine agricole mondial** (SIPAM). Il s'agit d'un programme de certification agroécologique et d'assistance technique visant à établir un équilibre entre la conservation, l'adaptation durable et le développement socioéconomique (par la promotion de produits locaux et l'agrotourisme, par exemple).

**2004** Le Conseil de la FAO adopte les **Directives volontaires à l'appui du droit à une alimentation adéquate**, visant à concrétiser un droit qui est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour la première fois, l'essence des droits humains fait l'objet d'un débat au sein de la FAO. Depuis, l'Organisation a apporté son appui aux pays dans sept domaines relatifs au droit à l'alimentation, à savoir: élaboration et mise en œuvre de politiques et de programmes; processus juridiques; analyse des budgets; gouvernance; évaluation; suivi; et renforcement des capacités. Ces dernières années, plusieurs pays ont inscrit le droit à l'alimentation dans leur constitution ou ont rendu ce droit «opposable» - autrement dit, un droit dont on peut se prévaloir devant les tribunaux.

Alors qu'un millénaire laissait place au suivant, l'accent fut mis sur de nouvelles dimensions et vulnérabilités – sur l'impact historique des inégalités de genre, au vu du fait que l'insécurité alimentaire frappe plus durement les femmes et les filles; sur la perte de biodiversité, qui compromet les sources de nourriture des plus pauvres; sur la détresse des populations autochtones, souvent marginalisées, dont les savoirs agricoles uniques sont en danger; et sur la manière dont la solidité des institutions fait barrière à la faim.

Les pays en développement qui avaient misé sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) pour accélérer le progrès constataient que l'insécurité alimentaire avait un coût. Des études montrent que les pays africains perdent jusqu'à 16 pour cent de leur richesse annuelle des suites de la malnutrition infantile, qui abaisse le niveau d'instruction, réduit la longévité au travail, écorne la productivité et épuise les systèmes de santé publique.

En bref, à l'aube d'un nouveau siècle, la communauté internationale parvenait à la conclusion que pour guérir un mal, il fallait s'attaquer à beaucoup d'autres. La mission du développement humain pouvait être sous-divisée en tâches distinctes, mais c'est globalement qu'elle devait aboutir ou échouer: il fallait actionner simultanément tous les leviers.



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

## **Composantes de la stratégie de l'Organisation, Cadre stratégique de la FAO 2000-2015** (*extrait*)

- améliorer les possibilités qui s'offrent aux populations rurales de renforcer, diversifier et maintenir leurs moyens d'existence en tirant parti des synergies potentielles entre agriculture, pêches, forêts et élevage (...);
- soutenir les efforts visant à renforcer les institutions locales et à faire appliquer des politiques et législations qui permettront aux hommes et aux femmes d'avoir un accès équitable aux ressources naturelles (...) et aux ressources économiques et sociales qui y sont liées;
- améliorer l'efficacité et l'efficacé avec lesquelles les secteurs public et privé font face aux besoins multiples et différents des populations rurales défavorisées (...);
- promouvoir des stratégies et des méthodes sexospécifiques, participatives et durables sensibles aux différences homme-femme, fondées sur l'auto-assistance, le renforcement des capacités et la responsabilisation, afin d'améliorer les compétences des ruraux pauvres et des populations locales, de la société civile et des associations rurales.



### 2012, SUÈDE

Le bureau nordique de la FAO coorganise la Journée des Nations Unies, Suède. Jeune fille avec un «tattooage» OMD.  
©FAO/Linn Liviin Wexell

En 2000, les Nations Unies adoptaient les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), véritable feuille de route pour l'humanité. Cette année-là, le Cadre stratégique de la FAO est formulé dans le même esprit – de grande portée tout en

étant circonstancié, à la fois ambitieux et attentif aux spécificités. Les lignes d'action envisagées sont plus nombreuses, tout comme les parties prenantes prises en compte. Les rôles du secteur privé et de la société civile sont explicitement reconnus.

**2006** La FAO met en place le **Centre de gestion des crises – Santé animale**, mécanisme d'intervention rapide en cas de foyers de maladies animales. Le Centre vient en aide aux gouvernements dans la lutte contre un certain nombre de maladies – grippe aviaire, peste porcine africaine, fièvre aphteuse, peste bovine, syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (ou maladie de l'oreille bleue) et fièvre de la vallée du Rift –, toutes susceptibles d'avoir des effets dévastateurs sur les filières d'approvisionnement et sur les moyens d'existence des exploitants agricoles. En 2011, la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) annoncent que la **peste bovine a été éradiquée**.

**2008** La FAO organise une **Conférence sur le changement climatique**, à laquelle participent 43 chefs d'État et 100 ministres. Les participants se penchent sur les effets de l'essor des bioénergies sur la sécurité alimentaire et sur les prix des denrées alimentaires.

**2009** La Conférence de la FAO approuve l'**Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)**. Il s'agit du premier instrument mondial juridiquement contraignant visant à renforcer la lutte contre la pêche INDNR et à promouvoir la pérennité des stocks – contrairement aux accords antérieurs, fondés sur le principe de l'attribution de quotas de pêche. (L'Accord est entré en vigueur en 2016, après ratification.)



**2019, RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**

Enfants, en formation agricole et nutrition,  
arrosant un potager alimentaire, République  
démocratique populaire lao.  
©FAO/Manan Vatsyayana

La FAO porte désormais une attention plus particulière aux petits exploitants agricoles, aux problèmes des collectivités locales et aux solutions fondées sur la nature. Elle agit dans l'optique de mieux répondre aux attentes d'inclusion et de responsabilisation et préfère tourner son regard vers les catégories vulnérables, plutôt que vers des ensembles abstraits. Les notions de conservation et de durabilité entrent dans un lexique où prévalaient jusque-là celles d'intensification et de productivité.

Les avancées sont notables. L'extrême pauvreté est réduite de moitié. La faim diminue. Une multitude d'autres indicateurs s'améliorent. En 2015, une communauté internationale galvanisée accélère le rythme avec les Objectifs de développement durable (ODD), regroupés sous le nom de Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le monde est maintenant en quête d'exhaustivité: les Objectifs sont au nombre de 16, auxquels s'ajoute un objectif d'ordre méthodologique; ils permettent de cartographier la totalité des progrès sociaux et environnementaux, de la santé à l'égalité entre hommes et femmes, et jusqu'à la vie

---

## Les Objectifs de développement durable ciblent désormais la «Faim Zéro». La FAO est l'organisme responsable pour de nombreux indicateurs.

sous-marine. De plus, 169 cibles auxquelles sont associés plus de 200 indicateurs jalonnent les différents domaines d'action.

Parmi les ODD, l'un des plus importants est celui de l'élimination de la faim («Faim zéro») que seul précède l'Objectif éminemment prioritaire d'éliminer la pauvreté. La FAO, qui fournit une importante contribution technique au processus de définition des Objectifs, devient ainsi

l'organisme responsable des Nations Unies pour une vaste série d'indicateurs, au nombre desquels figurent: la faim proprement dite; la durabilité de l'agriculture; l'accès des femmes à la propriété de terres agricoles; l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau; le stress hydrique; la durabilité des stocks de poissons; et la gestion durable des forêts.

Face à l'accroissement de ses responsabilités, la FAO diversifie sa boîte à outils. Appelée à procéder à une quantité croissante d'évaluations, elle intensifie son arsenal statistique et ses capacités de calcul. Des applications sont mises au point qui permettent de relier les petits exploitants aux marchés, de faciliter la gestion du bétail et de maîtriser la propagation des nuisibles destructeurs de récolte. Des drones s'envolent pour évaluer les risques de catastrophes naturelles. Des programmes d'enseignement sont mis en place pour guider les jeunes agriculteurs et pouvoir ainsi rajeunir la main-d'œuvre agricole. Des activités de formation sont menées afin d'encourager le démarrage d'exploitations en milieu urbain et en intérieur, de potagers sous tunnel et de vergers hydroponiques.

**2012** Une consultation mondiale pilotée par la FAO aboutit à l'adoption, par le Comité de la sécurité alimentaire (CFS), des **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts**. Les Directives énoncent des principes et normes internationalement reconnus en la matière, principalement dans un souci de conservation et sous l'angle de la protection des intérêts des populations vulnérables et marginalisées.

**2013** La FAO lance l'**échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES)**, un indicateur plus nuancé que celui de la prévalence de la sous-alimentation (PoU) qui mesure la «faim» de manière globale. Lorsque la prévalence de la sous-alimentation est une projection, la FIES s'appuie sur des informations autodéclarées pour établir l'incapacité des individus d'accéder à une nourriture suffisante, saine et nutritive à tout moment, au cours d'une année. D'ici la fin de la décennie, selon les critères de la FIES, les personnes présentant un certain degré d'insécurité alimentaire seront au nombre de deux milliards.

**2014** L'édition 2015 du rapport annuel élaboré sous la direction de la FAO, *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde* (aujourd'hui intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*), révèle que l'année 2014 a marqué une inversion de tendance par rapport aux dix années précédentes et que **la faim est à nouveau en progression**. C'est encore le cas au moment de la rédaction de ces pages.



### 2012, BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)

Cultivation de quinoa dans le cadre du projet «Semillas Andinas», Bolivie (État plurinational de).  
©FAO/Claudio Guzmán

L'accent est mis sur le renforcement des chaînes de valeur alimentaires: ces filières offrent aux petits cultivateurs des débouchés pour leurs produits et permettent le contrôle de la qualité; elles génèrent aussi des emplois décents et aident les communautés autochtones à répondre à la demande de produits alimentaires spéciaux et haut de gamme. La recherche de solutions logistiques pour réduire les pertes et le gaspillage s'accompagne d'une action de sensibilisation intense. (On estime qu'à elles seules, les pertes représentent un septième de la production alimentaire.) Mais surtout, la FAO commence

à repenser les systèmes alimentaires dans leur globalité, dont elle préconise la transformation afin de créer un cercle vertueux de politiques permettant de mieux lutter contre la pauvreté, la faim et la malnutrition et de protéger les écosystèmes fragiles.

Cette démarche se heurte néanmoins au double obstacle du changement climatique et de la résurgence des conflits. Certains des pays les moins avancés souffrent le plus. En Afrique australe, l'enchaînement de sécheresses dévastatrices et d'inondations meurtrières engendre des situations d'urgence

alimentaire cycliques. Les petits États insulaires en développement, dépourvus de ressources et socialement vulnérables, sont les principales victimes des cyclones et des ouragans. Dans les pays les plus riches, de l'Amérique du Nord à l'Océanie, les incendies catastrophiques se multiplient. Diverses régions voient les sources de nourriture traditionnelles se tarir et les pratiques agricoles éprouvées disparaître. Ailleurs, les régimes alimentaires homogénéisés, riches en calories mais pauvres en nutriments, favorisent une avalanche de cas de surpoids et d'obésité. Nombreuses sont les nations qui



cumulent les deux phénomènes. Dans certains cas, la violence et l'instabilité agissent comme des accélérateurs d'une insécurité alimentaires structurelle.

Dans la deuxième décennie du nouveau millénaire, les conflits civils prolongés acquièrent une normalité tragique. En Syrie, au Soudan du Sud, au Yémen et dans le nord-

est du Nigéria, où les hostilités font rage ou couvent depuis des années, les victimes se comptent par centaines de milliers, tandis que des millions de personnes vivent au bord de la famine. La faim est utilisée comme une arme de guerre. En 2018, le lien funeste entre l'insécurité alimentaire et les conflits est explicitement reconnu par le Conseil de sécurité de l'ONU.



**2015** L'Assemblée générale des Nations Unies adopte les 17 **Objectifs du développement durable** (ODD), successeurs des OMD. La FAO a apporté une contribution technique au processus d'élaboration de ces Objectifs, auquel ont également participé de nombreuses autres entités. L'Organisation est désignée comme étant l'organisme responsable pour 21 indicateurs couvrant plusieurs ODD, en reconnaissance du rôle central qu'elle joue, de par son mandat, dans le processus élargi du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**2016** L'**Alliance FAO-lauréats du prix Nobel de la paix** pour la sécurité alimentaire et la paix est mise en place, dans le but d'injecter une certaine dose de prestige et d'autorité morale dans la lutte conjointe contre la faim et les conflits. Deux ans plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2417 qui, pour la première fois, reconnaît de manière explicite le lien qui existe entre ces deux phénomènes.

**2019** La FAO lance son **Cadre d'action pour l'agenda alimentaire urbain**. Cette initiative marque un changement de perspective, longtemps cové, pour l'Organisation: elle répond au constat que la population mondiale est désormais concentrée en majorité dans les villes et que les zones rurales ne sont plus des sites de production alimentaire exclusifs ou primordiaux.

**2019** À l'initiative de la FAO et de la République de Slovénie, les Nations Unies proclament le 20 mai **Journée mondiale des abeilles**, afin d'appeler l'attention sur les menaces qui pèsent sur les pollinisateurs, dont dépendent de nombreuses espèces cultivées.

Alors que la paix régresse, que les gaz nocifs s'accumulent et que la biodiversité s'appauvrit, les chiffres relatifs à la faim recommencent à grimper, après avoir été en recul pendant une dizaine d'années, jusqu'au milieu des années 2010. L'édition 2020 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* – étude faisant autorité pilotée par la FAO – montre que près de 700 millions de personnes continuent de souffrir de sous-alimentation. Elle évalue à deux milliards le nombre de ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire, à des degrés divers. À dix ans seulement de l'échéance, les chances de parvenir à réaliser à temps le deuxième des ODD, celui de la Faim Zéro, s'amenuisent.

## Résolution 2417 (2018) du Conseil de sécurité de l'ONU (extrait)

*Rappelle* le lien entre les conflits armés et la violence et l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits et le risque de famine, et *demande* à toutes les parties à un conflit armé de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire pour ce qui est de respecter et de protéger les civils et de prendre toutes les précautions possibles pour épargner les biens de caractère civil, notamment les biens nécessaires à la production et à la distribution de denrées comme les exploitations agricoles, les marchés, les systèmes d'eau, les usines, les sites de traitement et de stockage des produits alimentaires, les centres de distribution et les moyens de transport de la nourriture, et de s'abstenir d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie des populations civiles tels que les denrées alimentaires, les récoltes, le bétail, les biens agricoles, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, et de respecter et de protéger le personnel humanitaire ainsi que les articles destinés aux opérations de secours humanitaire.



### 2017, SOUDAN DU SUD

Femmes portant un sac de graines et de kits de pêche pour une distribution par la FAO à Paddang au Jonglei (Soudan du Sud).  
©FAO/Albert Gonzalez Farran



### 2020, CHILI

Lo Valledor, principal marché de gros du Chili, continue à servir sa clientèle dans le contexte d'urgence sanitaire de la covid-19, avec des mesures de protection pour les collaborateurs et le public.  
©FAO/Max Valencia

Au moment de la rédaction de ces pages, la pandémie de covid-19, au-delà de son tribut quantifiable en vies humaines et en perte de points de PIB, menaçait d'accentuer davantage les fragilités de la relation de l'humanité avec la nourriture – une épreuve inattendue mais décisive compte tenu de la

précarité de l'emploi rural, de la fragilité des filières d'approvisionnement et de la marge étroite qui, dans de nombreux pays, sépare le pouvoir-vivre de la misère. Du point de vue de la FAO, la réponse tient, partiellement du moins, à la généralisation des partenariats et à l'innovation comme pratique quotidienne.

**2020** La première **Journée internationale du thé** est célébrée le 21 mai. Le thé est la boisson la plus consommée au monde après l'eau. Le secteur emploie 13 millions de personnes dans quelque 50 pays, dont une majorité de petits exploitants.

**2020** Alors que la pandémie de covid-19 donne lieu à des mesures de confinement aux quatre coins du monde, la FAO plaide afin que les **filières d'approvisionnement alimentaire** soient maintenues en vie et que les frontières demeurent ouvertes au **commerce des denrées alimentaires**. L'Organisation lance un Programme de réponse et de relèvement face à la covid-19, visant à soutenir les plus vulnérables, à prévenir de futures crises, à renforcer la résistance aux chocs, et à accélérer la reconstruction et la transformation durable des systèmes alimentaires.

**2020** De la toute dernière édition du rapport sur **L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde**, il ressort que 690 millions de personnes souffrent de sous-alimentation et que quelque 750 millions d'individus sont en situation d'insécurité alimentaire grave d'après l'échelle de mesure FIES. La plupart des personnes sous-alimentées vivent en Asie, mais c'est en Afrique que leur nombre augmente le plus rapidement. Le rapport contient un appel à une transformation massive des systèmes alimentaires afin que l'ODD 2 puisse demeurer réalisable.





**ENSEMBLE**

# ENSEMBLE

## Le prochain quart de siècle 2020-2045

L'agriculture, qui nous accompagne depuis des millénaires, est un élément perfectible mais néanmoins inébranlable des sociétés sédentaires. Dans notre imaginaire collectif, elle est intrinsèque à la notion de nourriture et de subsistance, et constitue ainsi une condition *sine qua non* pour la survie de l'espèce humaine. La dénomination même de la FAO pose l'agriculture en principe, réalité de la condition humaine tout aussi immuable que l'acte même de consommer les fruits de la terre.



## 2003, KENYA

Des pêcheurs participent à une formation agricole de terrain et utilisent des filets conçus pour contribuer à la gestion durable des stocks de poisson au Lac Victoria (Kenya).

©FAO/Ami Vitale

## La pandémie de covid-19 révèle la fragilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire, mettant en cause notre relation historique à l'agriculture.

Pourtant, face à l'essor de la culture hydroponique dans les déserts, à l'apparition de fermes verticales et à la multiplication des gratte-ciel végétaux érigés dans nos villes, nous pouvons raisonnablement nous demander si la terre, nous en avons encore véritablement besoin. Dans une ère marquée par des situations d'urgence climatique, par la dissipation de certitudes historiques, par les voies pionnières qu'ouvre la recherche biotechnologique, pouvons-nous être certains que l'agriculture proprement dite,

dont l'empreinte est profondément ancrée dans la culture humaine, est là pour durer? Et si elle perdure, la reconnaitrons-nous encore dans dix ou vingt ans? L'agriculture est-elle toujours la voie à suivre pour assurer la sécurité alimentaire pour tous?

Au cours des trois quarts de siècle qui ont suivi la fondation de la FAO, la simple équation des débuts de l'institution – cultiver plus pour en nourrir davantage – est devenue immensément plus complexe, voire carrément obsolète.



2018, THAÏLANDE

Légumes hydroponiques en vue rapprochée: différentes variétés de laitue poussent sur une petite éponge flottante, Thaïlande.  
©AdobeStock/Kudos Studio



## 2014, ESWATINI

Cliente de supermercado  
à Manzini (Eswatini), à  
20 km au sud de Mbabane.  
©FAO/Giulio Napolitano



Le monde cultive incontestablement plus, comme jamais dans l'histoire. Et il ne fait aucun doute que cela a permis d'en nourrir davantage. Mais plus maintenant. Alors que la FAO fête ses 75 ans et que dix ans seulement nous séparent de l'échéance fixée pour l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le monde, des dizaines de pays sont encore à la traîne. La sous-alimentation est à nouveau en progression. Près de 200 millions d'enfants de moins de 5 ans présentent toujours un retard de croissance ou souffrent

d'émaciation. Un nombre impressionnant de personnes – trois milliards – n'ont même pas les moyens de se procurer les denrées de base nécessaires à une alimentation saine. L'obésité et les maladies non transmissibles d'origine alimentaire sont de plus en plus fréquentes chez les adultes comme chez les enfants, et il semblerait que l'abondance d'aliments ultra-transformés ait contribué à altérer durablement le microbiote humain – c'est-à-dire les innombrables cellules microbiennes qui colonisent notre tube digestif.

Les mesures de confinement associées à la pandémie de covid-19 ont certainement permis de faire comprendre le rôle central que le bon fonctionnement des filières d'approvisionnement alimentaire continue de jouer dans nos vies. La crise a également levé le voile sur la dépendance du monde à l'égard de tous ceux qui travaillent dans les exploitations agricoles et dans les abattoirs – qui sont la plupart du temps des migrants, souvent exploités et injustement relégués au bas de la pyramide sociale. L'agriculture, au sens large, est toujours un secteur d'importance vitale.

Pourtant, à d'autres égards – et certainement pour les consommateurs des villes où se concentre à présent la majeure partie de la population mondiale –, le lien entre l'agriculture au sol et l'alimentation est devenu moins palpable. Aujourd'hui, dans les pays riches, le secteur ne représente plus qu'un maigre pourcentage du PIB. Les superficies agricoles utilisées sont en recul; leur contribution à la création de richesse est faible. Dans tous les pays, riches et pauvres, la part de l'agriculture dans l'activité économique a diminué. Au cours des dernières décennies, le centre de gravité de l'économie agroalimentaire est passé de la propriété foncière (où il résidait depuis des milliers d'années) à la propriété d'intrants, à la prestation de services et aux capacités de transformation et, enfin, au secteur de la distribution.

Là où l'agriculture nous approvisionne depuis longtemps en produits non alimentaires – du bois pour nous abriter, du coton pour nous habiller –, ce processus est en accélération. Des thérapies de pointe à l'ingénierie et au transport, l'agriculture – traditionnellement centrée sur la génération de biens essentiels

mais à faible valeur ajoutée, sans pour autant parvenir à nourrir tout le monde – a donné naissance à un éventail d'applications tertiaires dérivées. Le potentiel des sols de la planète est toujours considérable, mais il est bien plus probable que les bactéries qu'ils recèlent donneront lieu à des innovations pharmaceutiques plutôt qu'à une génération d'aliments issus de cultures horizontales. En revanche, le potentiel nutritif des produits issus de la biomasse non agricole et non terrestre, comme les insectes ou les algues, n'a pas encore été pleinement exploré ni exploité à grande échelle. L'agriculture pourrait bientôt finir par être considérée, non plus comme un axe mythique de la continuité humaine, mais plutôt comme une sous-branche du secteur de la bioéconomie.



**Les applications  
bioéconomiques  
redéfinissent le sens  
de l'agriculture dans un  
contexte urbain numérique.**



**2016, BÉLARUS**

Maraîchères entre deux  
rangées de légumes à l'usine  
maraîchère de Minsk, Bélarus.  
© Sergei Gapon/NOOR for FAO



**2018, FRANCE**

Drone survolant un paysage  
de vignes, France.

©AdobeStock/Jean-Bernard Nadeau

En rétrospective, toutes les approches suivies par la FAO jusqu'à ce jour – productivisme dirigiste; conception de programmes axée sur le développement; initiatives de développement durable centrées sur les petits exploitants – ont toujours reflété la perception immuable d'une association intime entre alimentation et agriculture. Toutes ces approches resteront présentes dans la mémoire opérationnelle de la FAO et dans son portefeuille de politiques. Aucune d'entre elles, cependant, n'a été conçue pour une époque telle que la nôtre – une époque de découvertes quotidiennes, d'innovations fulgurantes, de réinventions radicales. Et, quels qu'en aient été les mérites, aucune n'a été suffisante pour engager le monde sur la voie irréversible de l'élimination de la faim et de la malnutrition.

La prochaine phase de l'histoire de la FAO, qui démarre sous un nouveau leadership, s'inscrit donc dans un contexte ouvert, turbulent et multidirectionnel. L'alimentation n'a peut-être pas été totalement scindée de l'agriculture, mais des courts-circuits se sont produits; leur relation est devenue moins exclusive, plus asymétrique. La FAO du futur aura presque certainement un autre visage.



## 2020, KENYA

Un expert auprès de la FAO Kenya utilise son téléphone mobile pour saisir des coordonnées sur l'application eLocust3 lors d'un repérage de nuages de criquets. ©FAO/Luis Tato

Déjà activement impliquée dans la mise au point de nouvelles applications et de produits financiers destinés aux agriculteurs – en particulier pour le diagnostic des maladies des plantes, l'analyse des contraintes et l'assurance-récolte –, l'Organisation mise à présent sur les mégadonnées aux fins de la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire. Les nouvelles approches – surveillance de la productivité hydrique de la biomasse par télécapteurs; plate-formes interactives pour la gestion des systèmes après récolte;

assurance agricole sur chaîne de blocs, utilisant des contrats intelligents connectés aux données météorologiques satellitaires et reliés à des portefeuilles mobiles –, sont toutes en phase de recherche ou à leurs premiers stades de mise en œuvre.

Dès lors que les constats scientifiques et l'innovation sont accessibles à une multitude d'utilisateurs de manière presque immédiate, la FAO ne peut plus se cantonner dans un rôle traditionnel de diffuseur de connaissances. Sa réincarnation doit être sous forme d'entité *co-génératrice* de connaissances en temps réel. Cela passe par le déploiement d'une collaboration proactive intensive avec les instances où l'essentiel des savoirs prennent forme, c'est-à-dire les universités et le secteur privé.

En attendant, au niveau national, les gouvernements adoptent des plans visant à encadrer l'innovation: à la mi-2019, pas moins de 49 pays avaient ainsi lancé des stratégies en matière de bioéconomie. Depuis, l'Union européenne a dévoilé sa stratégie «De la ferme à la fourchette», dont l'objectif est de mettre en place un système alimentaire continental équitable, sain et adapté à l'environnement. Face à la multiplication de ces initiatives, la FAO se doit de favoriser un environnement propice à leur mise en œuvre, au moyen d'analyses, de connaissances appliquées et de systèmes de réglementation. En 2019, par exemple, les États Membres ont chargé la FAO de mettre au point un mécanisme qui permette d'harmoniser les politiques et les normes relatives à l'application de technologies numériques à la production alimentaire. Ces politiques et normes seront en grande partie de nature technique; certaines porteront sur la gouvernance, allant de la protection des données pour réduire le risque de distorsion à la réduction de la fracture numérique.

En Afrique, dans les camps de réfugiés, le PAM, organisation sœur de la FAO, met déjà en place des assistants virtuels (*chatbots*) pour évaluer les besoins alimentaires et nutritionnels. Alors que l'intelligence artificielle (AI) est destinée à prendre de plus en plus d'importance dans les applications touchant à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la santé, la FAO a uni ses forces avec le Vatican et les géants mondiaux de la technologie en souscrivant à un appel à l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle – *Rome Call for AI Ethics* –, qui se décline en trois dimensions: vision morale, prospective scientifique et réglementation.

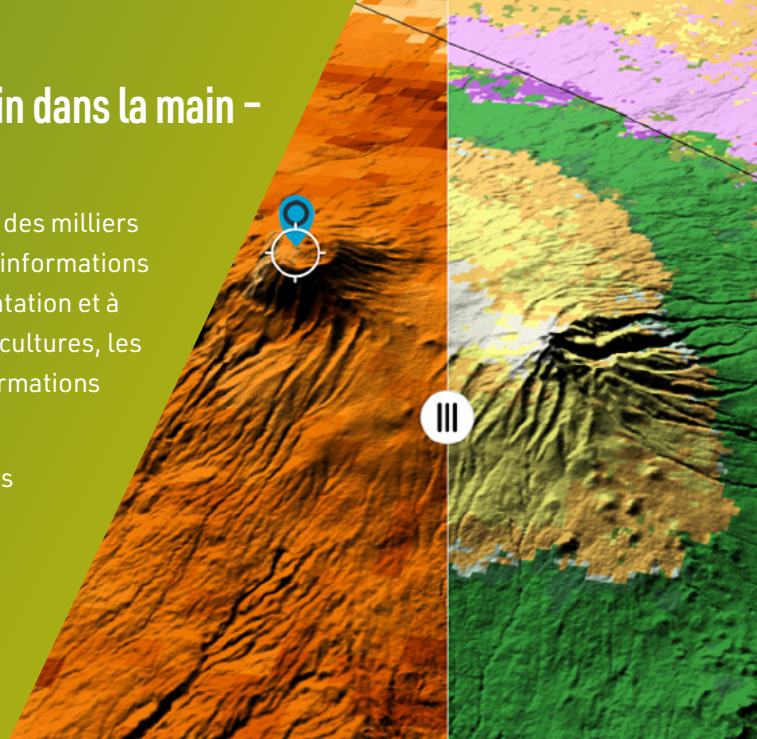
## **Rome Call for AI Ethics** (Appel de Rome à l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle) – Principes

1. **Transparence:** en principe, les systèmes d'intelligence artificielle doivent être explicables;
2. **Inclusion:** les besoins de tous les êtres humains doivent être pris en compte, afin que chacun puisse tirer parti de l'intelligence artificielle et que tous puissent bénéficier des meilleures conditions possibles pour pouvoir s'exprimer et se développer;
3. **Responsabilité:** ceux qui interviennent dans la conception et le déploiement de l'intelligence artificielle doivent faire preuve de responsabilité et de transparence;
4. **Impartialité:** il faut s'abstenir de créer ou d'agir sur la base de préjugés, de façon à garantir l'équité et à préserver la dignité humaine;
5. **Fiabilité:** les systèmes d'intelligence artificielle doivent pouvoir fonctionner de manière fiable;
6. **Sécurité et confidentialité:** les systèmes d'intelligence artificielle doivent fonctionner en toute sécurité et dans le respect de la vie privée des utilisateurs.

# Lancement de la Plate-forme de données géospatiales Main dans la main – Juillet 2020

[La Plate-forme] affiche plus d'un million de couches de données géospatiales et des milliers de séries statistiques contenant 4 000 entrées de métadonnées et rassemble des informations géographiques et des données statistiques sur plus de 10 domaines liés à l'alimentation et à l'agriculture, qui vont de la sécurité alimentaire à la foresterie, en passant par les cultures, les sols, les terres, l'eau, le climat, la pêche et l'élevage. Elle comporte aussi des informations sur l'impact de la covid-19 dans les domaines de l'alimentation et l'agriculture.

Les données proviennent de la FAO et d'autres importants fournisseurs de données publiques au sein du système des Nations Unies, ainsi que d'ONG, d'universités, du secteur privé et d'agences spatiales. Elle comporte également les données de FAOSTAT sur l'alimentation et l'agriculture collectées pour plus de 194 pays membres et 51 territoires, depuis 1961 jusqu'à l'année disponible la plus récente.



## Le futur proche sera marqué par les coalitions d'action visant des résultats au bénéfice de l'humanité.

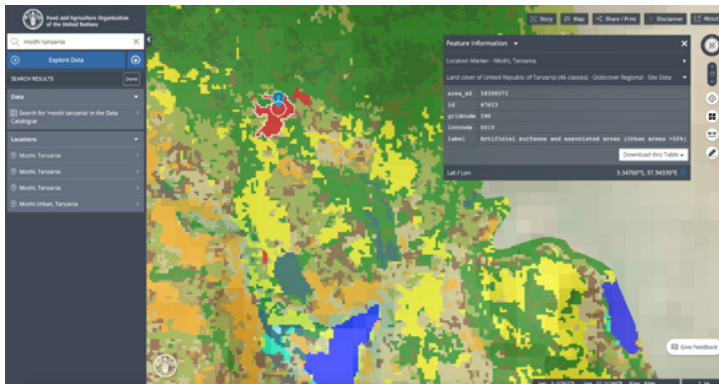
Récemment encore, tout projet commun entre une importante institution des Nations Unies, une autorité religieuse mondiale et la Silicon Valley aurait pu sembler hautement improbable. Cependant, les modèles d'engagement social et de gouvernance mondiale évoluent vers un élargissement de l'action menée, en termes de superposition et de portée cumulative: ensemble, les signataires de l'*Appel de Rome*, qui invoque une «algor-étique», touchent des milliards de personnes. Dans un avenir proche, il s'agira dans une large mesure de mettre en place des coalitions d'action, en mobilisant un éventail d'entités

influentes et leur multitude d'abonnés ou fidèles, autour de défis transversaux – dans une sorte d'*unité numérique* à la recherche de résultats au profit de l'humanité. Ainsi, dans le cadre de son initiative *Main dans la main*, qui incarne plus concrètement ce nouvel élan de collaboration, la FAO se propose de «jumeler» les pays, riches et pauvres, donateurs et bénéficiaires, au service des objectifs de sécurité alimentaire fixés. La plate-forme est riche en ressources numériques, un bien public dont la valeur est destinée à s'accroître grâce à la prolifération capillaire de partenariats bilatéraux.

## 2020, TANZANIE

La plateforme géospatiale concertée de la FAO montre le couvert végétal du district de Rombo à Moshi, Tanzanie (en haut).  
©FAO

L'information géospatiale est complétée et validée par les informations réunies sur le terrain. En 2012 le même district a été contrôlé par des gardes forestiers (en bas).  
©FAO/Simon Maina



Cela ne signifiera pas la fin des projets physiques tels que les systèmes d'irrigation, ni celle des programmes traditionnels de renforcement des capacités ou d'autonomisation. Cependant, la prochaine étape du développement de l'Organisation marquera le passage d'une action d'assistance technique et de sensibilisation à un appui systémique, à la fois dynamique sur le plan scientifique, éclairé par des mégadonnées, rattaché aux macro-indicateurs mondiaux et orienté vers la transformation sociétale.



L'ambition de la FAO d'assurer une interface entre science et politiques, tenant compte de tous les aspects de la sécurité alimentaire, y compris dans ses dimensions climatiques et environnementales, a mené à la création du poste de Scientifique en chef à la mi-2020. À peu près à la même époque, l'Organisation a publié une étude dont il ressortait que des interventions spécifiques tout au long des filières d'approvisionnement alimentaire et dans tous les pays permettraient non seulement de rendre l'accès à une alimentation saine considérablement plus abordable, améliorant ainsi l'état nutritionnel de milliards de personnes, mais aussi de réduire chaque année à hauteur de quatre cinquièmes tant les dépenses de santé liées à l'alimentation que les coûts relatifs au changement climatique (soit 3 000 milliards de dollars EU) qui, autrement, pèseront lourdement sur les budgets des nations du monde d'ici à 2030.





## L'assistance technique de la FAO s'appuiera sur les données issues du big data et ciblera la transformation des systèmes alimentaires.

L'année 2030 demeure l'horizon fixé pour l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes. Dans la course vers cet objectif, nous avons vu les paysages se transformer, les visages de l'agriculture se métamorphoser et la charrue laisser place aux applications. La nourriture elle-même a évolué, de même que la connaissance biologique et culturelle que nous en avons. Ce qui compte, après tout, ce n'est pas tant la manière qu'on choisit pour donner à manger au monde. Ce qui compte, avec la force d'une immense urgence, c'est simplement de le faire. Sûrement. Durablement. Et en toute dignité.

### 2017, BANGLADESH

Fillettes utilisant une tablette électronique comme support d'apprentissage, Bangladesh.  
©FAO/Mohammad Rakibul Hasan

# LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

---



**Qu Dongyu**

2019 -

**Chine.** (1963) Agronome de renommée mondiale, scientifique et fils d'agriculteur rizicole, le Dr Qu Dongyu est animé par une vision: celle d'éradiquer la faim et la pauvreté extrême dans le monde. Doté d'une expérience professionnelle en profondeur dans des domaines variés, ayant exercé à des postes universitaires clefs, des responsabilités internationales à long terme, et aux plus hauts niveaux de direction dans le secteur privé, mais aussi comme Vice gouverneur de la province de Ningxia et Vice ministre de l'agriculture et des affaires rurales de Chine, Qu défend fermement les politiques, l'innovation et l'introduction de technologies numériques pour transformer les systèmes agroalimentaires et le développement rural.

Qu dirige actuellement l'Organisation de façon à ce qu'elle soit plus dynamique, innovante, efficace et inclusive, pour un monde meilleur.



**José Graziano Da Silva**

2012 - 2019

**Brésil** (1949). Licencié en agronomie de l'université de Sao Paulo, il a dirigé le programme «Faim zéro» au Brésil en qualité de Ministre spécial de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim, avant de devenir Directeur général de la FAO.



**Jacques Diouf**

1994 - 2011

**Sénégal** (1938-2019). Successivement député du Sénégal, Secrétaire général de la Banque centrale des États d'Afrique occidentale et ambassadeur du Sénégal auprès des Nations Unies, il est le Directeur général resté le plus longtemps à la tête de la FAO.



## Edouard Saouma

1975 – 1993

**Liban** (1926–2012). Il fut directeur du Département sur le développement de l'eau et de la terre de la FAO jusqu'en 1975. Pendant son mandat de Directeur général il établit le Programme de coopération technique de secours d'urgence.



## Addeke Hendrik Boerma

1967 – 1975

**Pays Bas** (1912–1992). Il fut Directeur général pour l'alimentation dans son pays en 1945. Premier Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial en 1962 avant de devenir Directeur général de la FAO.



## Binay Ranjan Sen

1956 – 1967

**Inde** (1898–1993). Il occupa les fonctions de secrétaire du ministère de l'agriculture et d'ambassadeur. Premier Directeur général issu d'un pays en développement, il fut l'instigateur, en 1960, de la Campagne mondiale contre la faim.



## Philip V. Cardon

1954 – 1956

**États-Unis d'Amérique** (1889–1965). Diplômé en économie agricole de l'université de Californie, il fut directeur du Département de l'agriculture dans son pays avant d'être nommé Directeur général de la FAO.



## Norris E. Dodd

1948 – 1953

**États-Unis d'Amérique** (1879–1968). Avant sa nomination, il occupa diverses fonctions au sein de différentes associations et agences dans le secteur agricole de son pays. C'est pendant son mandat que le Siège de la FAO déménagea de Washington à Rome.



## John Boyd Orr

1945 – 1948

**Écosse** (1880–1971). Ses propositions en faveur d'un Bureau alimentaire mondial conduisirent à la création du Conseil de la FAO en 1946. Il reçut le prix Nobel de la paix en 1949 pour ses travaux dans le domaine de la nutrition.

# BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

## OUVRAGES DE LA FAO

FAO. 1950a. *Perspectives et situation mondiales de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/a-ap638f.pdf>).

FAO. 1950b. *Program for the 1950 World Census of Agriculture*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/a-bq471e.pdf>).

FAO. 2015. *70 ans de la FAO, 1945-2015*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/a-i5009f.pdf>).

FAO. 2017a. *Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/a-mp046f.pdf>).

FAO. 2017b. *La FAO et les ODD. Des indicateurs de mesure pour suivre la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/i6919fr/i6919fr.pdf>).

FAO. 2017c. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture - Parcours alternatifs d'ici à 2050*. (également disponible en ligne en version résumée : <http://www.fao.org/3/CA1553FR/ca1553fr.pdf>).

FAO. 2019a. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019. Aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires*. Rome. <https://doi.org/10.4060/CA6030FR>

FAO. 2019b. *Transformer le monde à travers l'alimentation et l'agriculture : La FAO et le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Rome. (également disponible en ligne: <http://www.fao.org/3/ca5299fr/CA5299FR.pdf>).

FAO, FIDA, UNICEF, PAM & OMS. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9692fr>

## AUTRES OUVRAGES

Carson, R. 1963 [1962 pour l'édition anglaise]. *Printemps silencieux*. Paris, Plon.

Cribb, J. 2019. *Food or war*. Cambridge, Cambridge University Press.

Mazoyer, M. & Roudart, L. 1997. *Histoire des agricultures du monde*. Paris, Éditions du Seuil.

Ó Gráda, C. 2009. *Famine: A short history*. Princeton, NJ, Princeton University Press.

Shaw, D. 2007. *World food security: A history since 1945*. Londres, Palgrave Macmillan.

Tauger, M. B. 2013. *Agriculture in world history*. Londres, Routledge.

Viaggi, D. 2018. *The bioeconomy: Delivering sustainable green growth*. Wallingford, CABI.



75





Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

**FAO75** Cultiver,  
nourrir,  
préserver.  
Ensemble.

**#FAO75**

Soixante-quinze ans après, le nom de la FAO, son ambition et son esprit restent identiques: tout le reste a changé, et va continuer de changer.

Née en 1945 en plein idéalisme de la reconstruction d'après-guerre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture se met au travail avec pour but premier d'augmenter la production agricole dans le monde, et faire disparaître la famine.

Pendant les 75 années qui suivent, la vision et le cœur d'activité de la FAO s'enrichissent de nouvelles dimensions en matière d'environnement et durabilité. En 2020, pérenniser le succès exige une réinvention stratégique.

Tandis que la pandémie de covid-19 aggrave les vulnérabilités liées aux conflits et au changement climatique, la FAO entend s'engager dans des partenariats de recherche avancés, la numérisation et l'innovation intensive pour mettre fin à la faim et la malnutrition. Il reste dix ans avant le terme des Objectifs de développement durable, le temps d'une véritable course exigeant des réponses audacieuses et des solutions drastiques.

**75**

ISBN 978-92-5-133415-7



9 789251 334157

CB1182FR/1/10.20